A10 AMÉNAGEMENT À 2X3 VOIES
ENTRE POITIERS ET VEIGNÉ

Avril **2018**





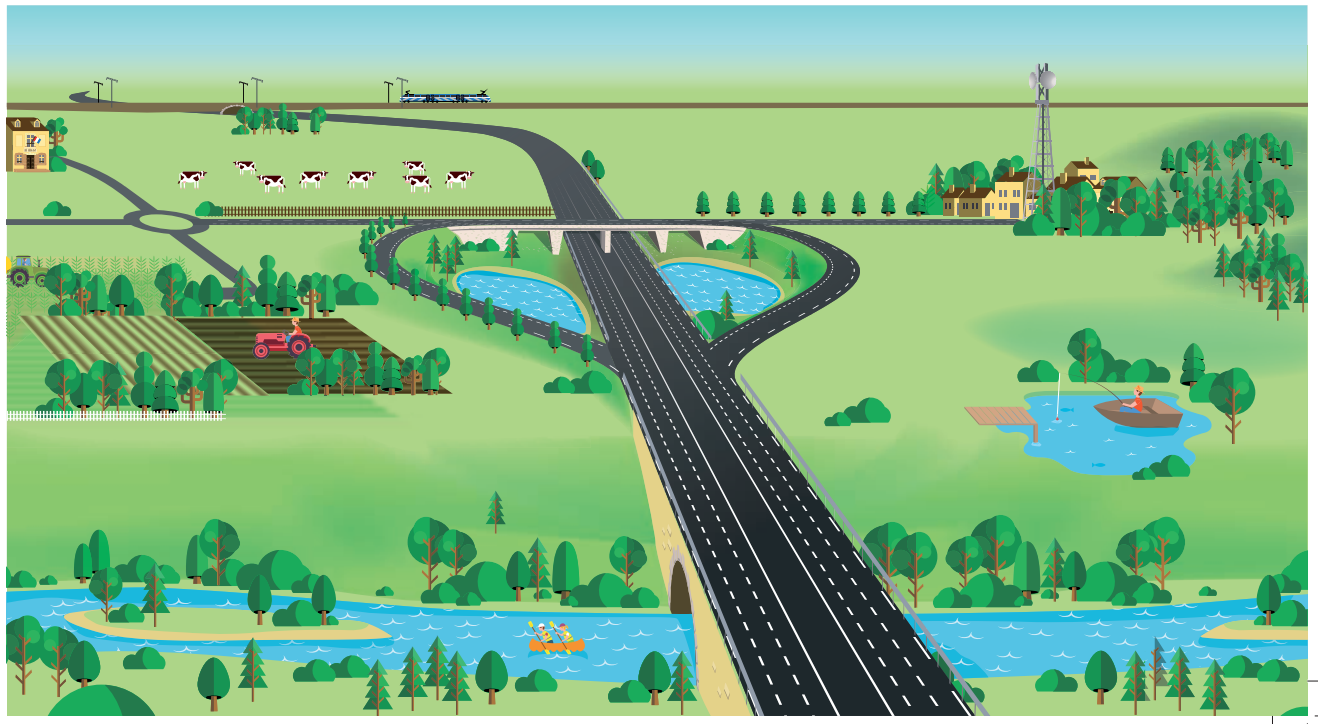
Pièce I
MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME
Communauté urbaine du Grand Poitiers (86)

mise en compatibilité communes urbanisme

Dossier d'enquête publique unique relative à :

- la déclaration d'utilité publique pour la section Veigné - Poitiers
- la mise en compatibilité des documents d'urbanisme pour la section Veigné - Poitiers
- la demande d'autorisation environnementale (volet loi sur l'eau et volet dérogation espèces protégées) pour la section Veigné – Sainte-Maure-de-Touraine
- l'enquête parcellaire pour la section Veigné – Sainte-Maure-de-Touraine





pieceI-Gd_Poitiers-04-2018.indd 1 23/04/2018 15:58

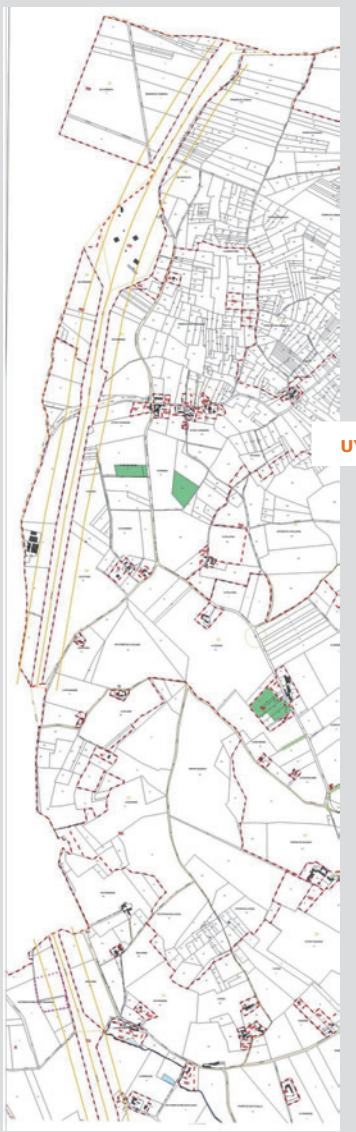
1

ANTRAN

2

Plan d'Antran
Avant mise en compatibilité

PLANCHE NORD





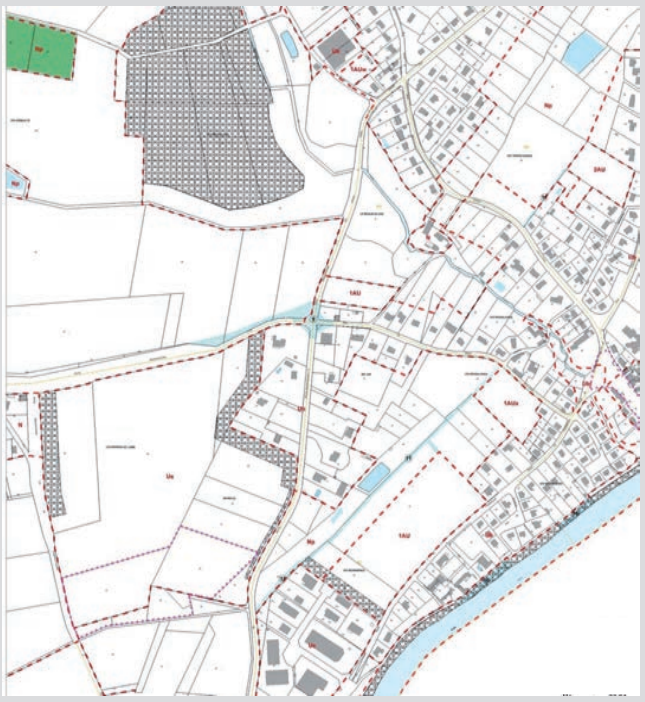
Plan d'Antran
Après mise en compatibilité

PLANCHE NORD

3

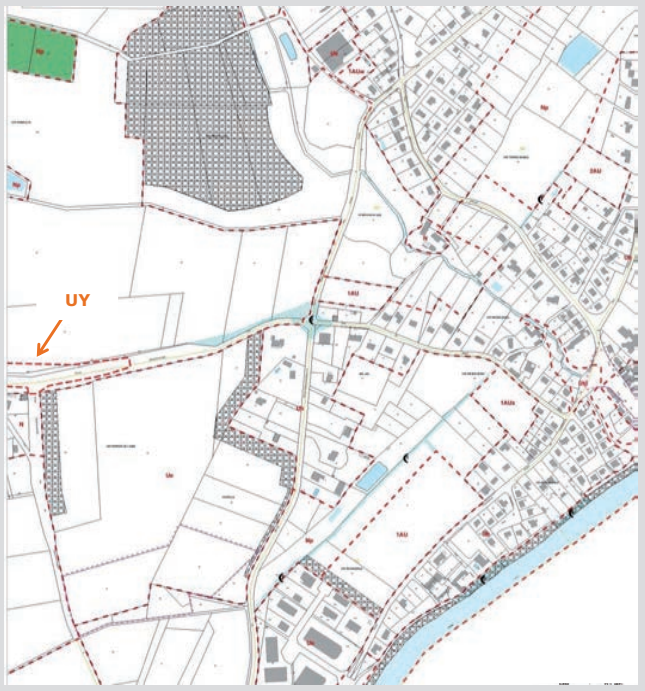
Plan d'Antran
Avant mise en compatibilité

PLANCHE BOURG



Plan d'Antran
Après mise en compatibilité

PLANCHE BOURG



4

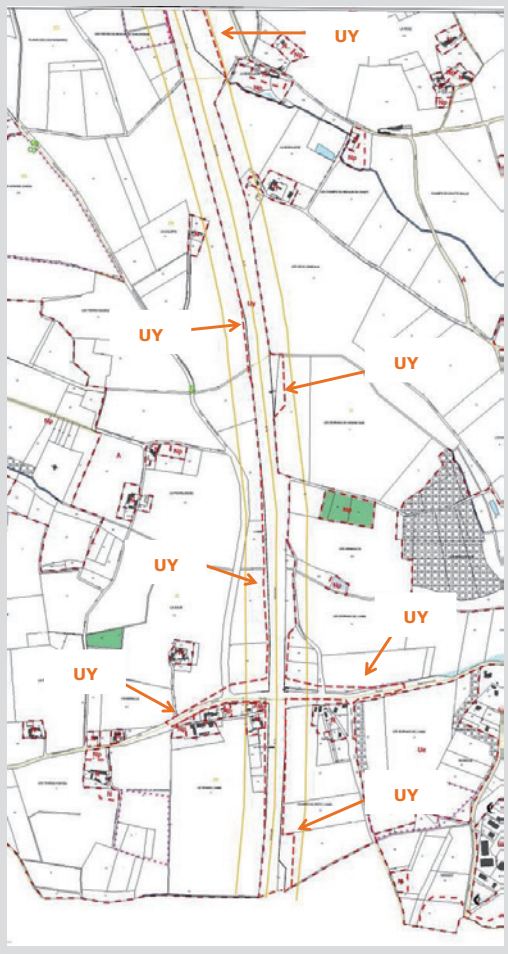
Plan d'Antran
Avant mise en compatibilité

PLANCHE SUD



Plan d'Antran
Après mise en compatibilité

PLANCHE SUD



5

USSEAU

6

Plan d'USSEAU
Avant mise en compatibilité

PLANCHE NORD





Plan de Usseau
Après mise en compatibilité

PLANCHE NORD



7

PLANCHE SUD

Plan de Usseau
Après mise en compatibilité



PLANCHE SUD

Plan d'USSEAU
Avant mise en compatibilité



pieceI-Gd_Poitiers-04-2018.indd 93 23/04/2018 15:59

8

CHÂTELLERAULT

9

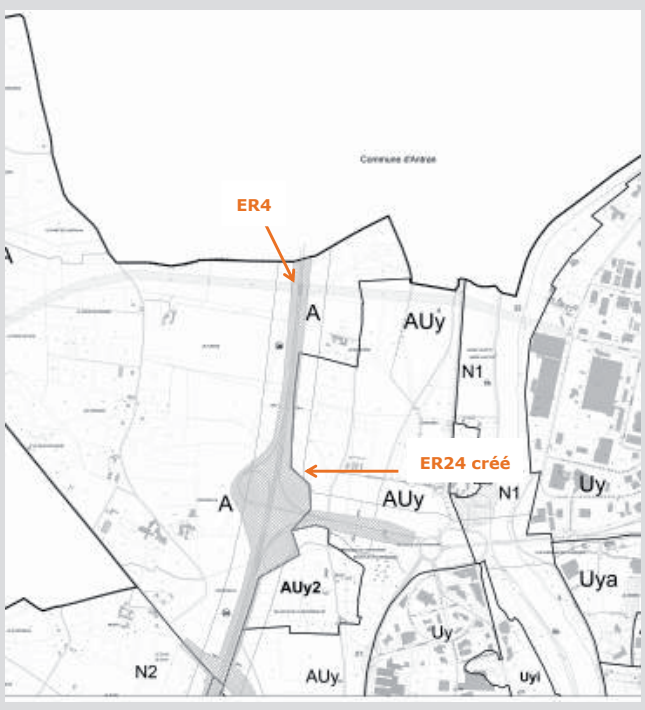
Plan de Châtellerault
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 1



Plan de Châtellerault
Après mise en compatibilité

PLANCHE 1



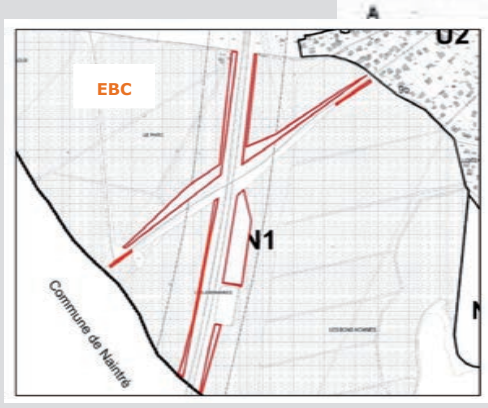
piecei-Gd_Poitiers-04-2018.indd 94
23/04/2018 15:59

10

Plan de Châtellerault
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 2





Plan de Châtellerault
Après mise en compatibilité

PLANCHE 2



11

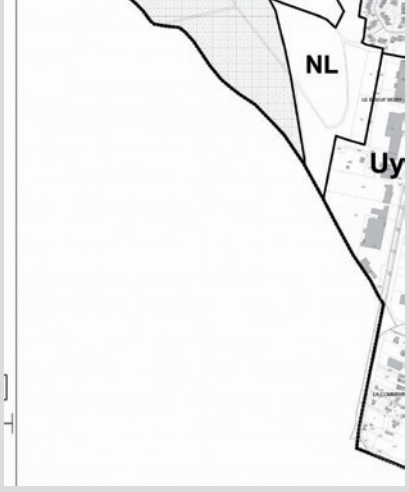
Plan de Châtellerault
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 3



Plan de Châtellerault
Après mise en compatibilité

PLANCHE 3

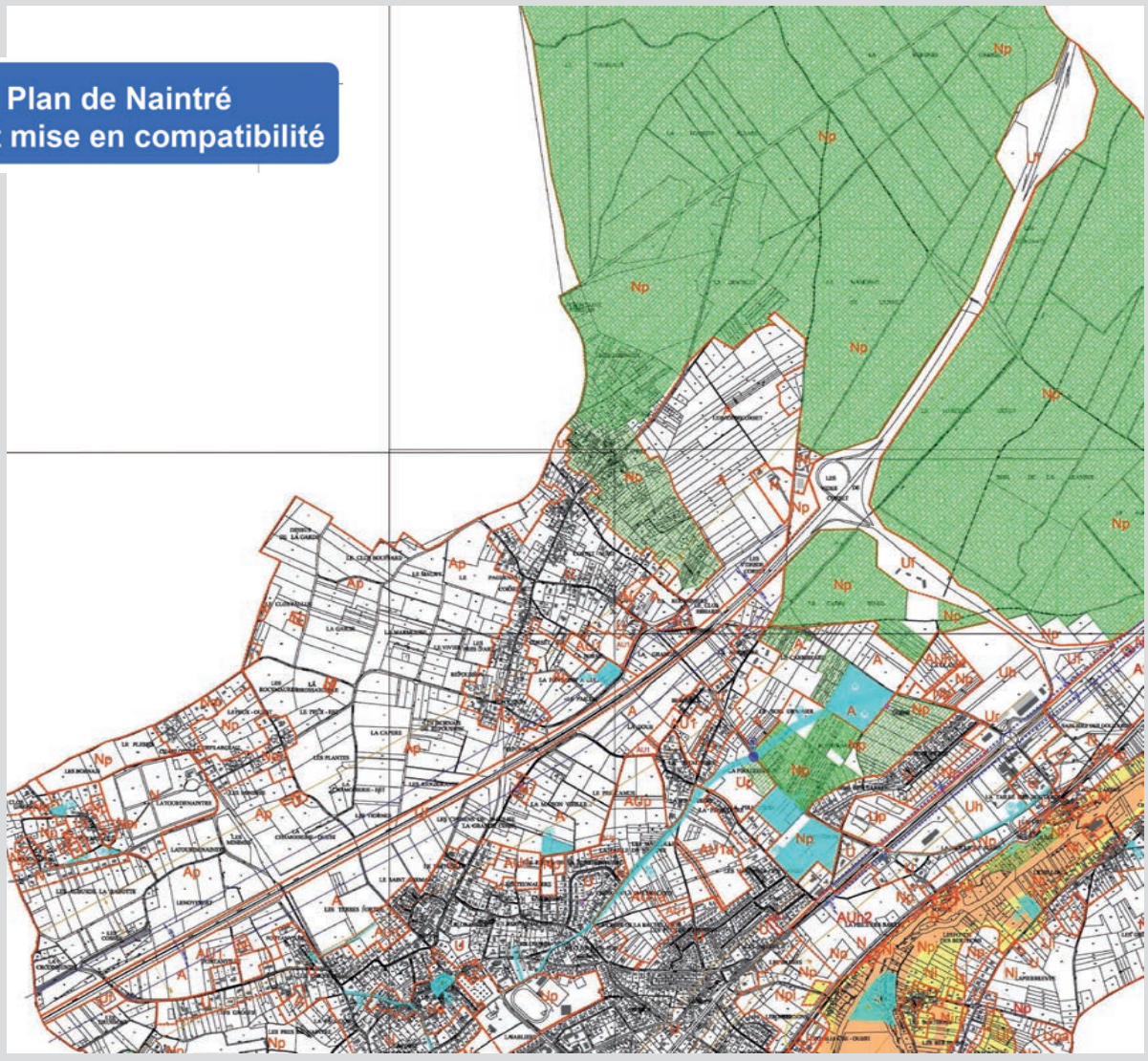


12

NAINTRÉ

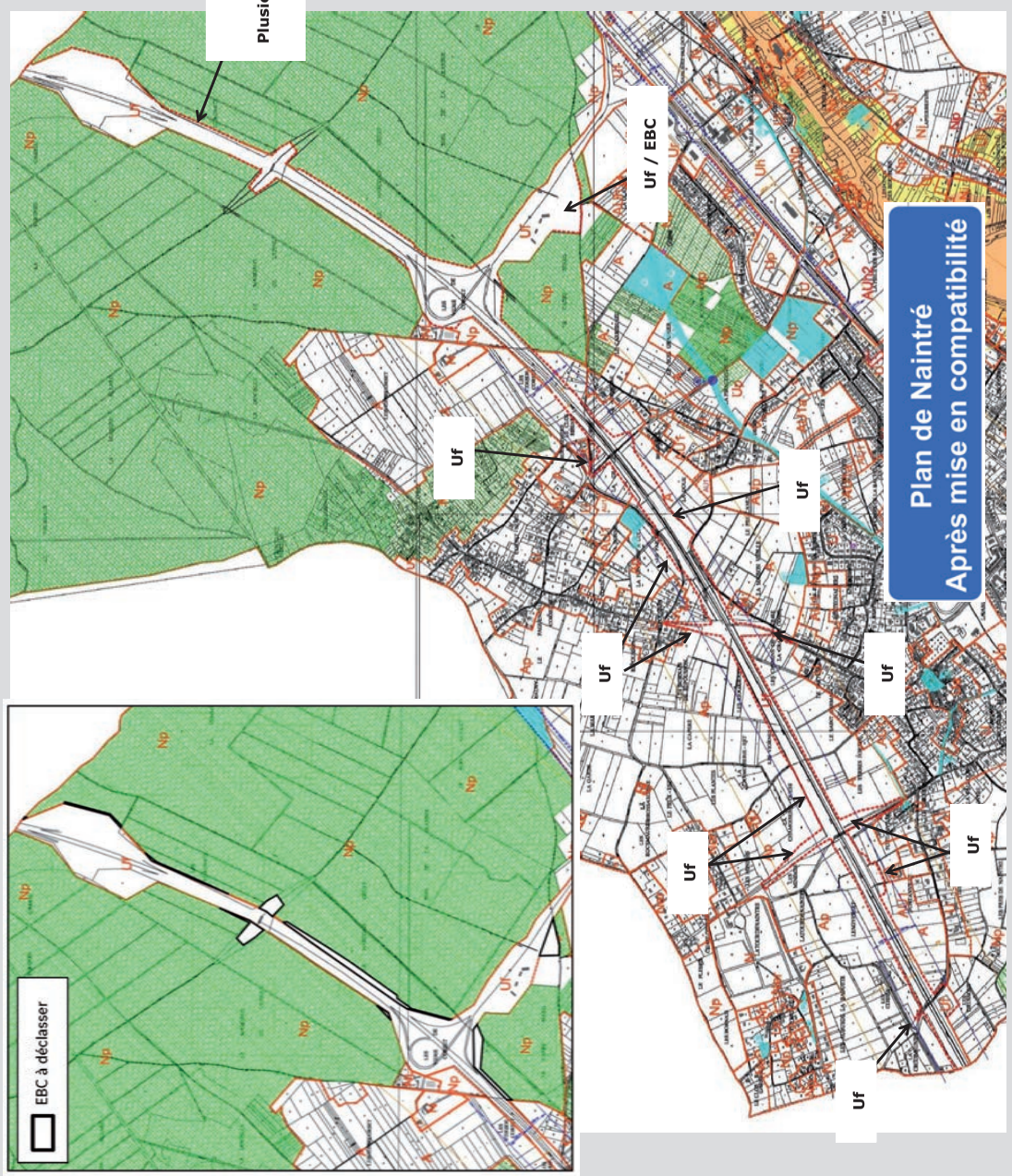
13

Plan de Naintré
Avant mise en compatibilité



piecei-Gd_Poitiers-04-2018.indd 96
23/04/2018 15:59

14



pieceI-Gd_Poitiers-04-2018.indd 97 23/04/2018 15:59

15

BEAUMONT

16

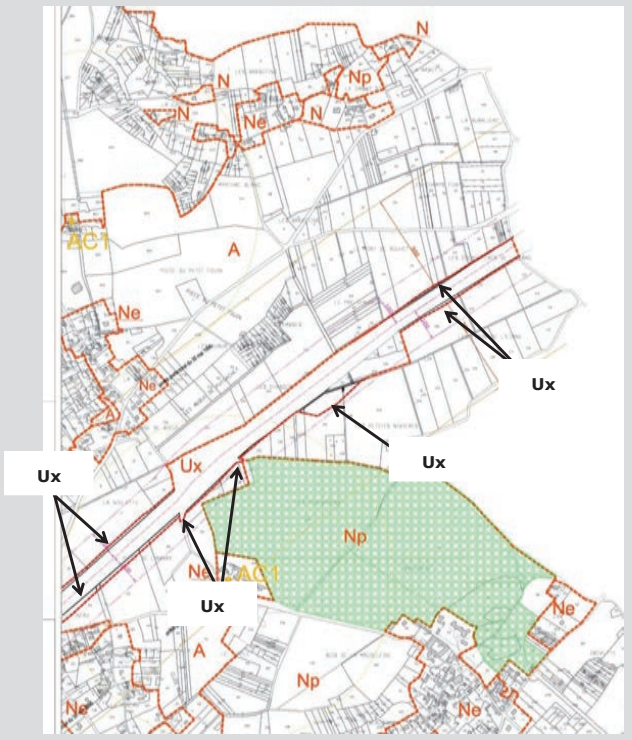
Plan de Beaumont
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 2



Plan de Beaumont
Après mise en compatibilité

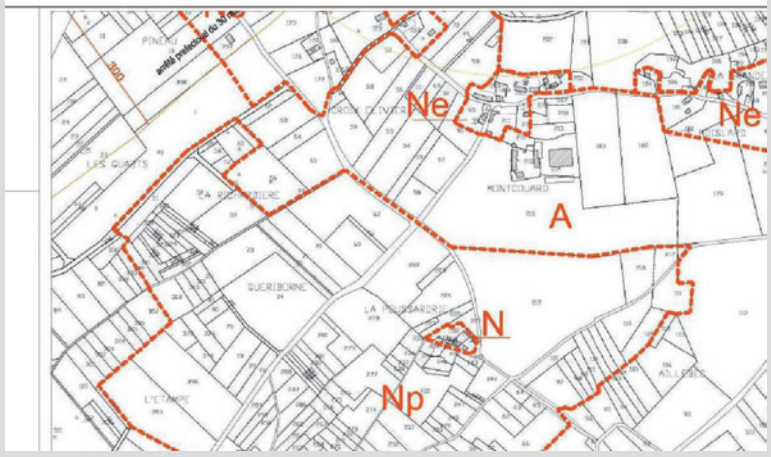
PLANCHE 2



17

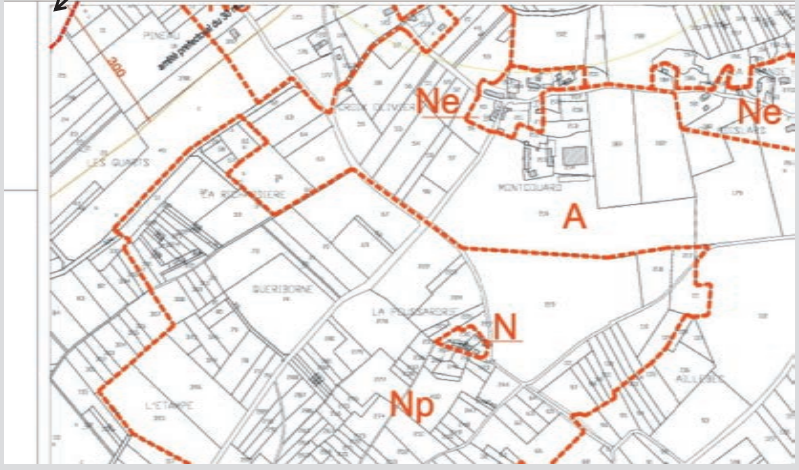
Plan de Beaumont
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 4



Plan de Beaumont
Après mise en compatibilité

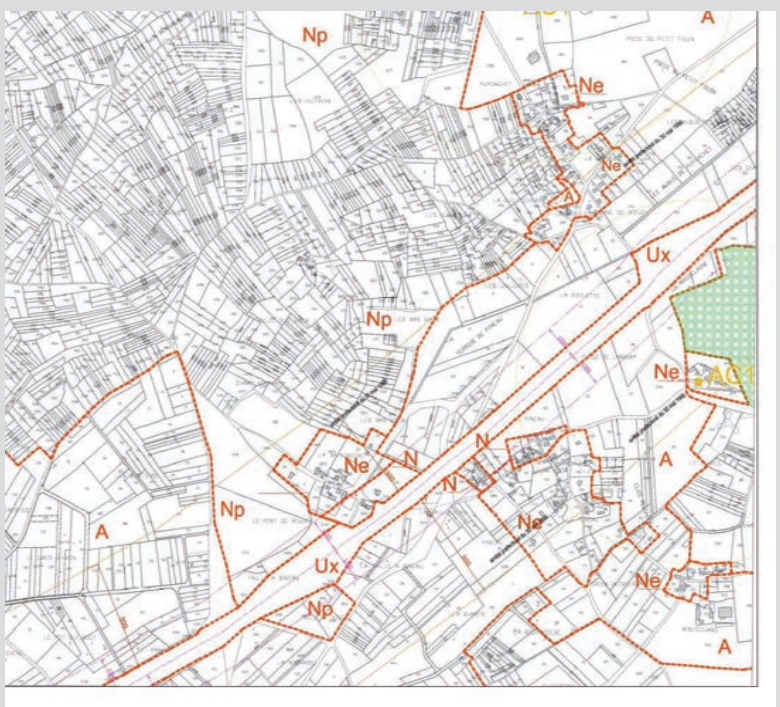
PLANCHE 4



18

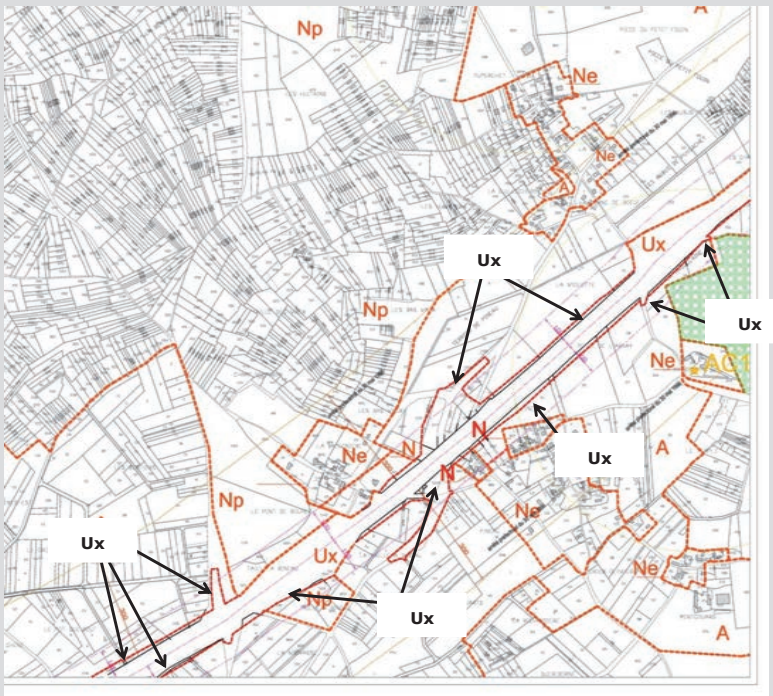
Plan de Beaumont
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 1



Plan de Beaumont
Après mise en compatibilité

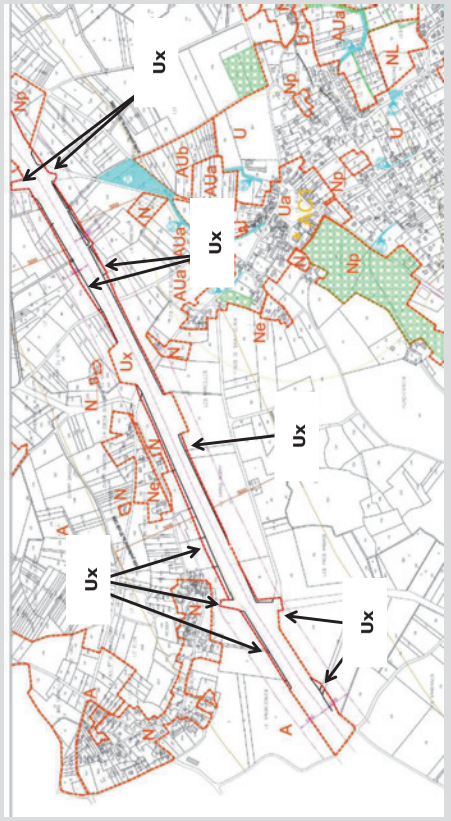
PLANCHE 1



19

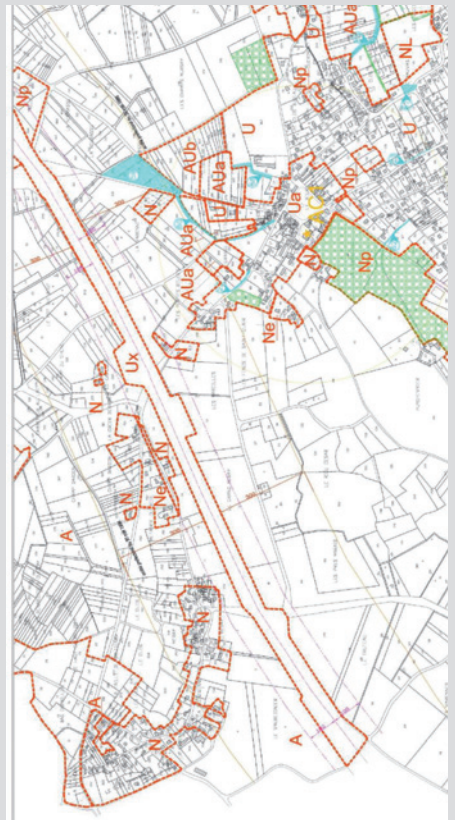
Plan de Beaumont
Après mise en compatibilité

PLANCHE 3



Plan de Beaumont
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 3



pieceI-Gd_Poitiers-04-2018.indd 100 23/04/2018 15:59

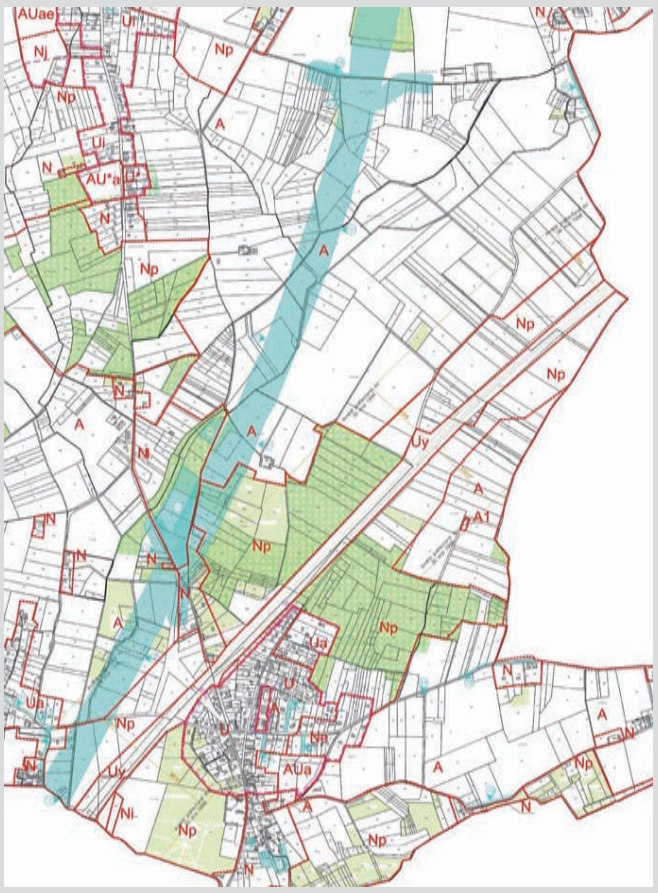
20

MARIGNY-BRIZAY

21

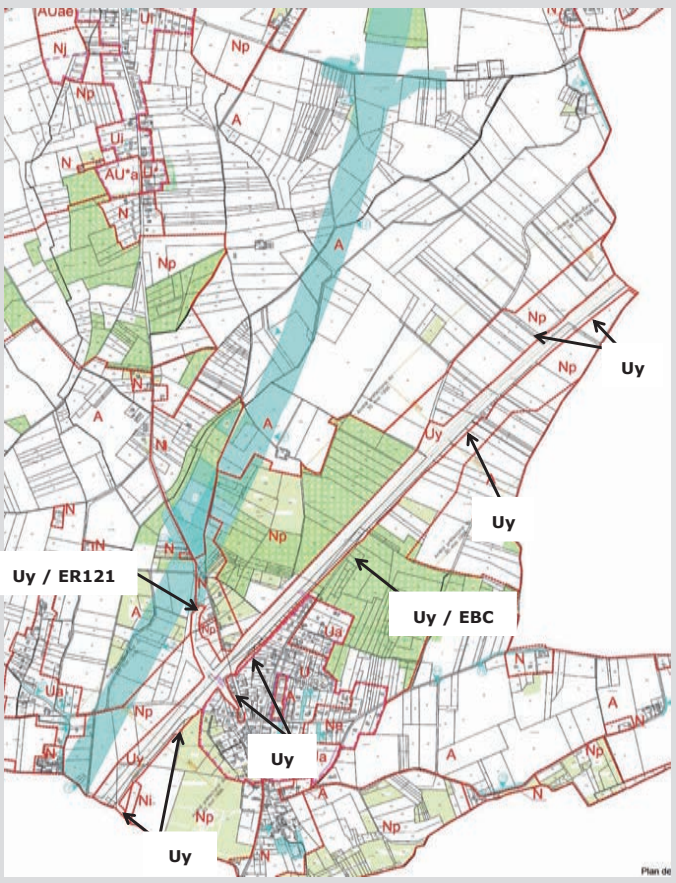
Plan de Marigny-Brizay
Avant mise en compatibilité

PLANCHE SUD



Plan de Marigny-Brizay
Après mise en compatibilité

PLANCHE SUD



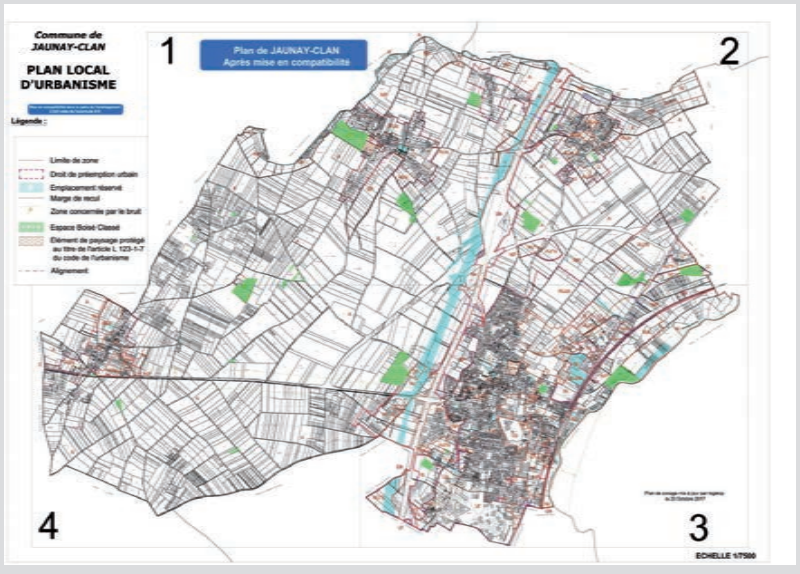
22

JAUNAY-CLAN

23

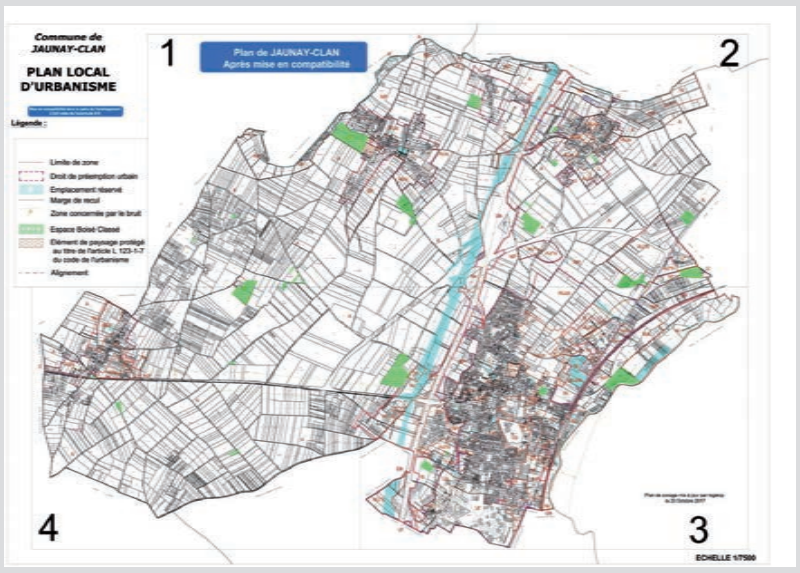
Plan de JAUNAY-CLAN
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 0



Plan de JAUNAY-CLAN
Après mise en compatibilité

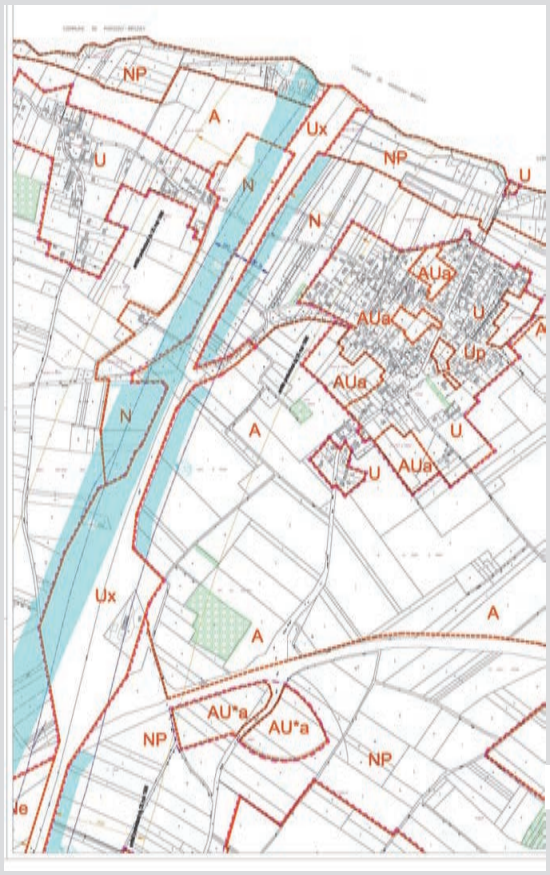
PLANCHE 0



piecei-Gd_Poitiers-04-2018.indd 102
23/04/2018 15:59

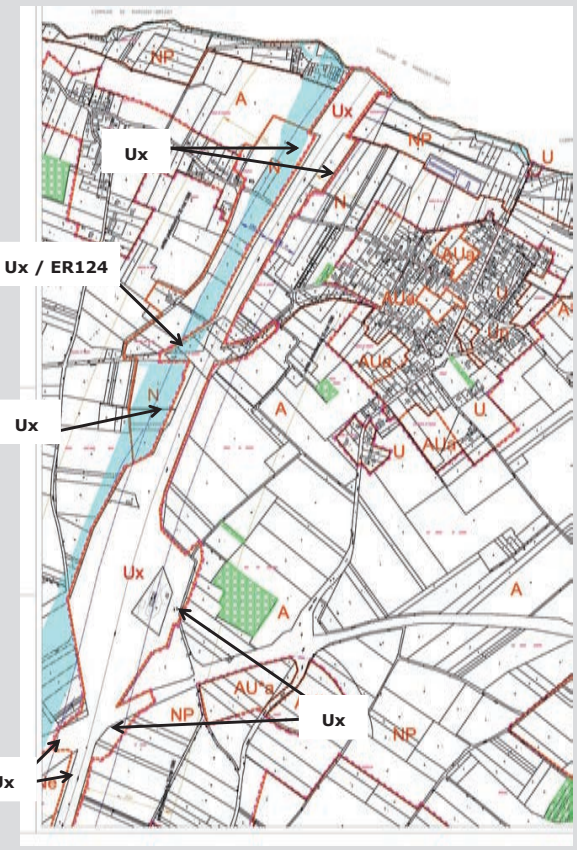
Plan de JAUNAY-CLAN
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 2



Plan de JAUNAY-CLAN
Après mise en compatibilité

PLANCHE 2



Plan de JAUNAY-CLAN
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 1



Plan de JAUNAY-CLAN
Après mise en compatibilité

PLANCHE 1



26

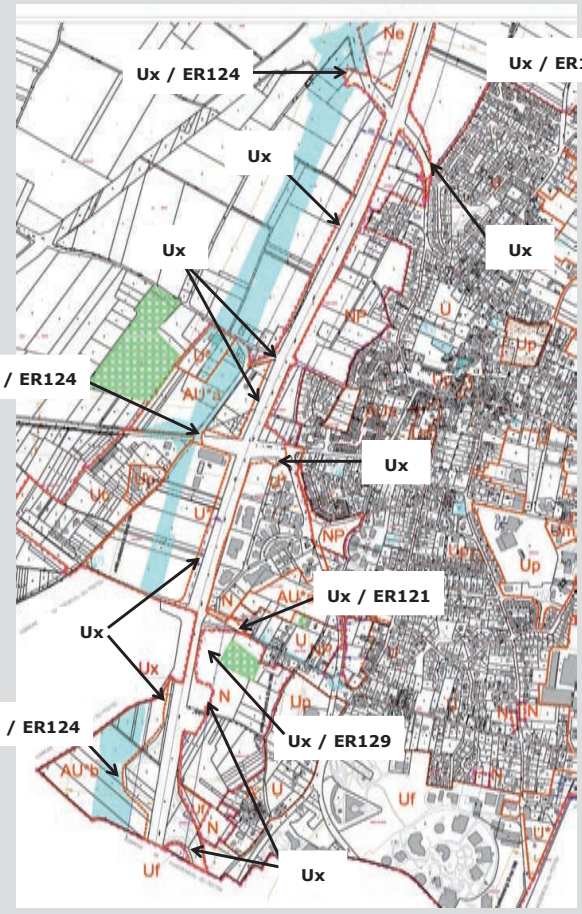
Plan de JAUNAY-CLAN
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 3



Plan de JAUNAY-CLAN
Après mise en compatibilité

PLANCHE 3



27

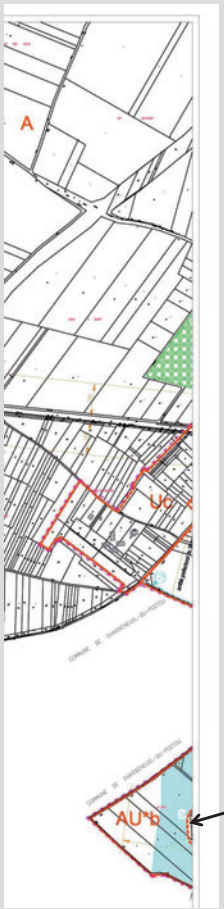
Plan de JAUNAY-CLAN
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 4



Plan de JAUNAY-CLAN
Après mise en compatibilité

PLANCHE 4



pieceI-Gd_Poitiers-04-2018.indd 105 23/04/2018 15:59

28

PLUI GRAND POITIERS

29

PLANCHE 1 : Chasseneuil



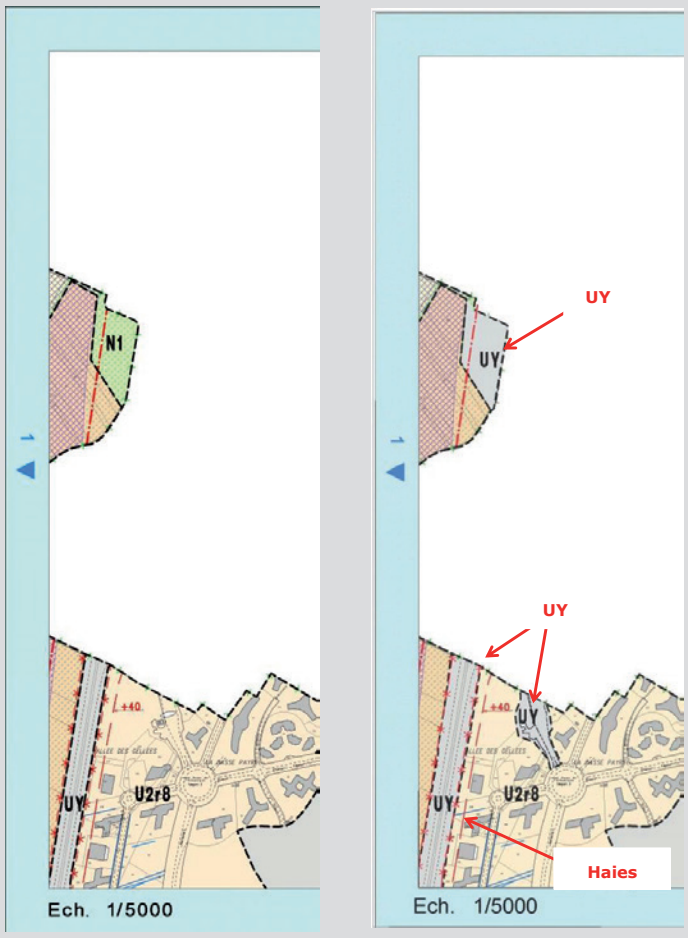
piecei-Gd_Poitiers-04-2018.indd 106
23/04/2018 15:59

30

Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 2 : Chasseneuil

Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité

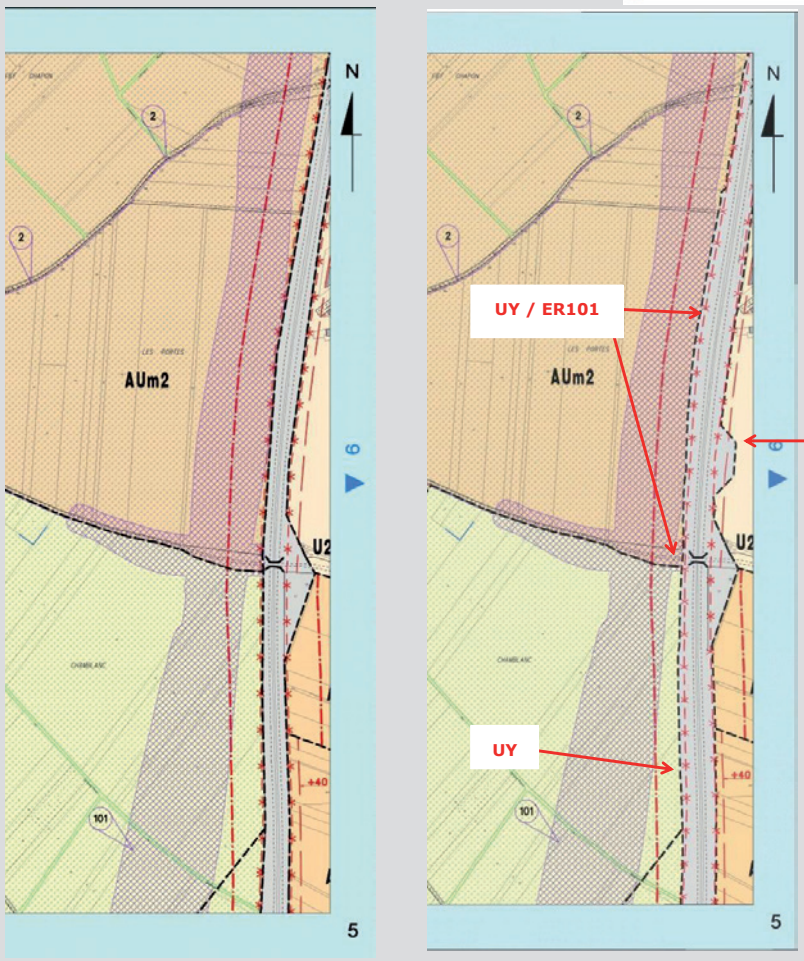


31

Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 5 : Chasseneuil

Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité

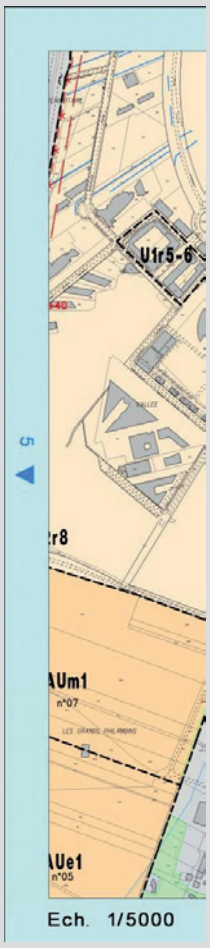


32

Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 6 : Chasseneuil

Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité





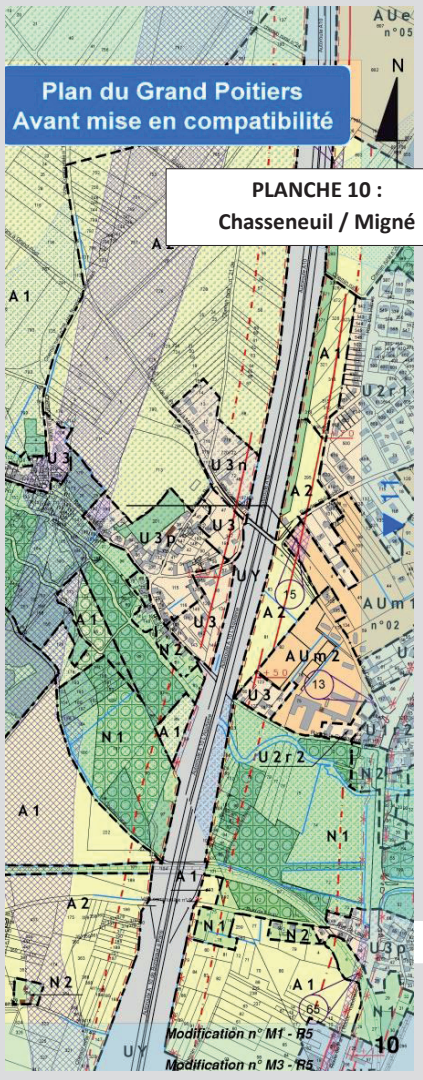
Haies

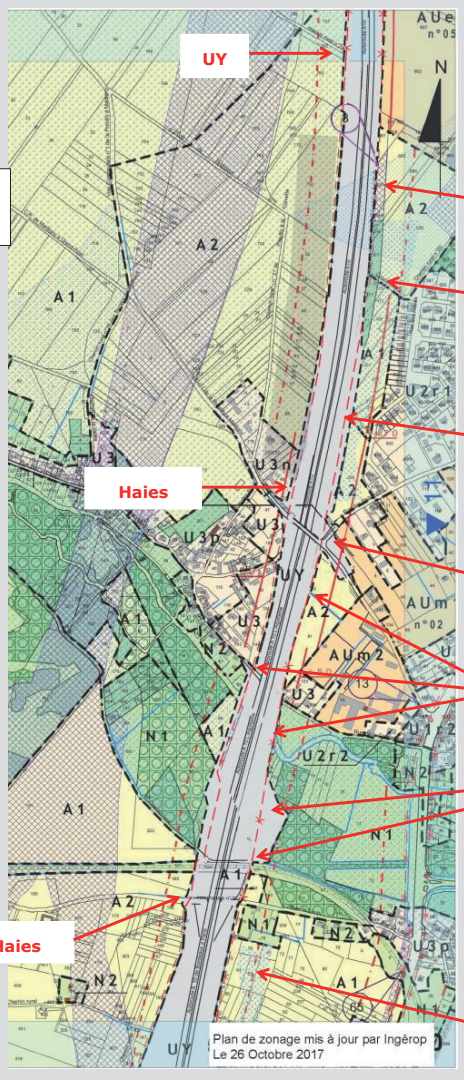
UY

33

Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 10 :
Chasseneuil / Migné





Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité

UY

UY / ER3

El. Paysage

UY

Haies

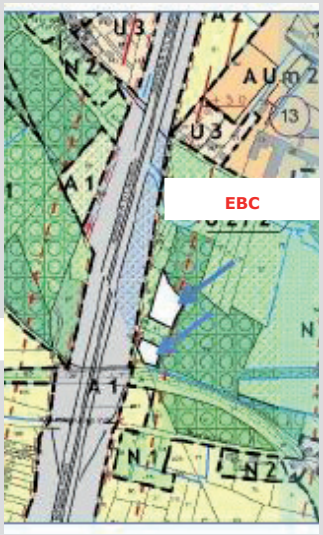
UY / ER15

Haies

UY / EBC

Haies

El. Paysage

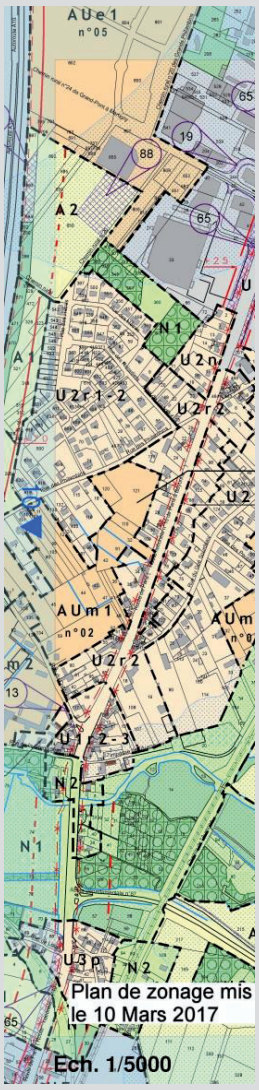


EBC

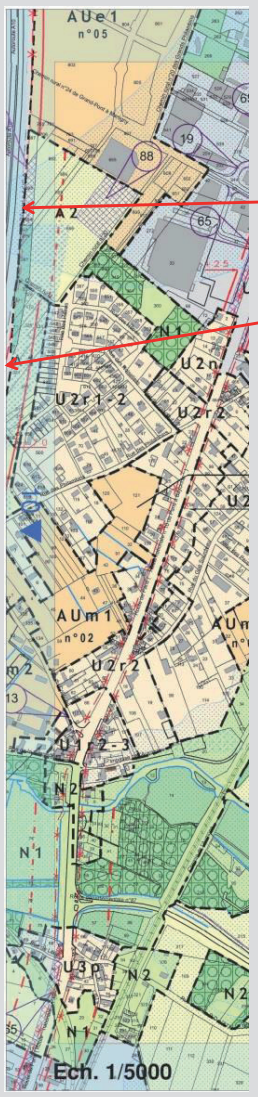
34

Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 11 : Chasseneuil



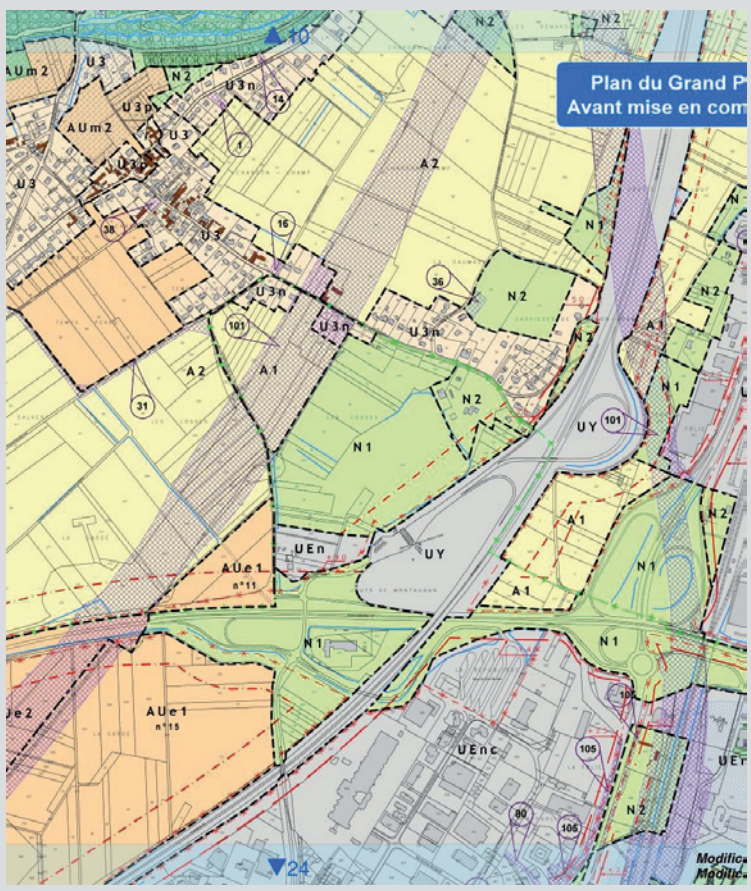
Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité



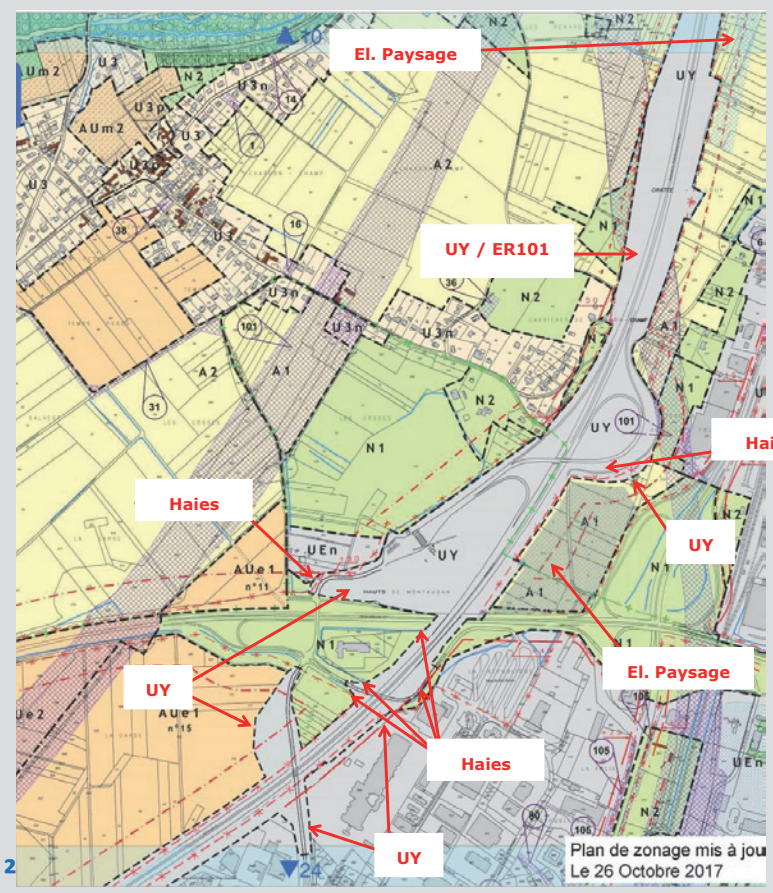
35

Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 17 :
Migné / Poitiers



Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité

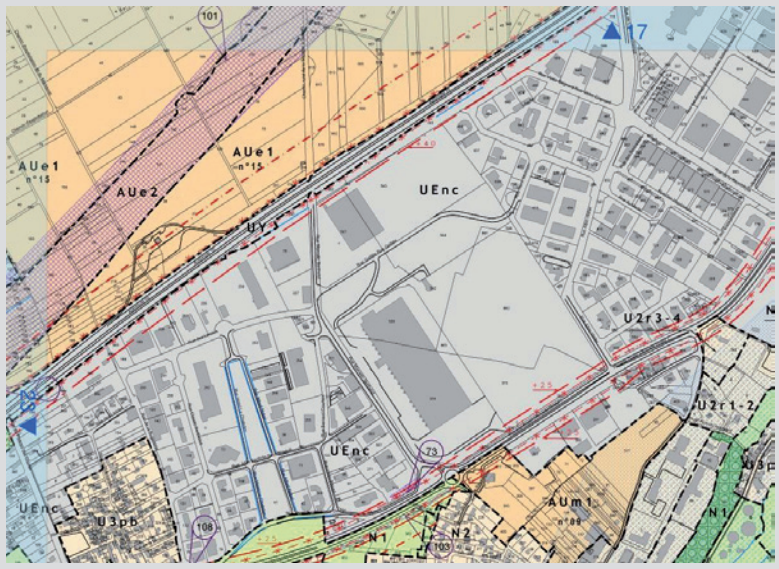


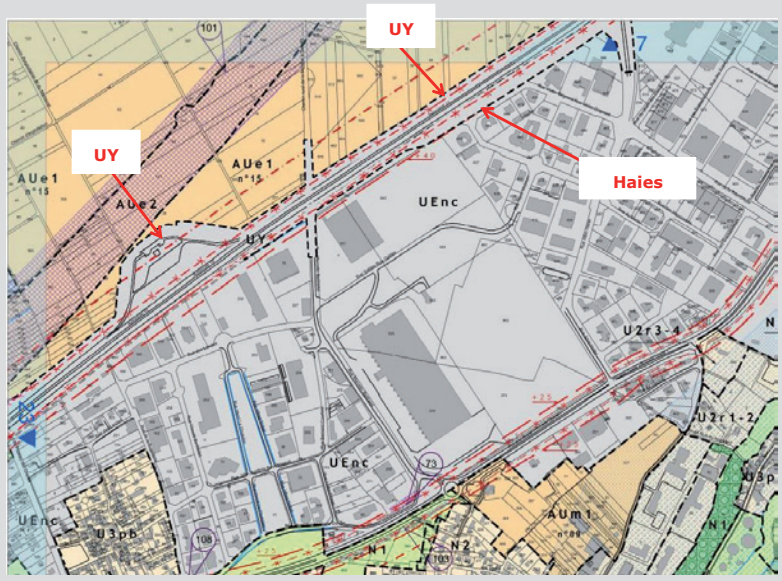
36

Plan du Grand Poitiers Avant mise en compatibilité

PLANCHE 24 : Poitiers

Plan du Grand Poitiers Après mise en compatibilité



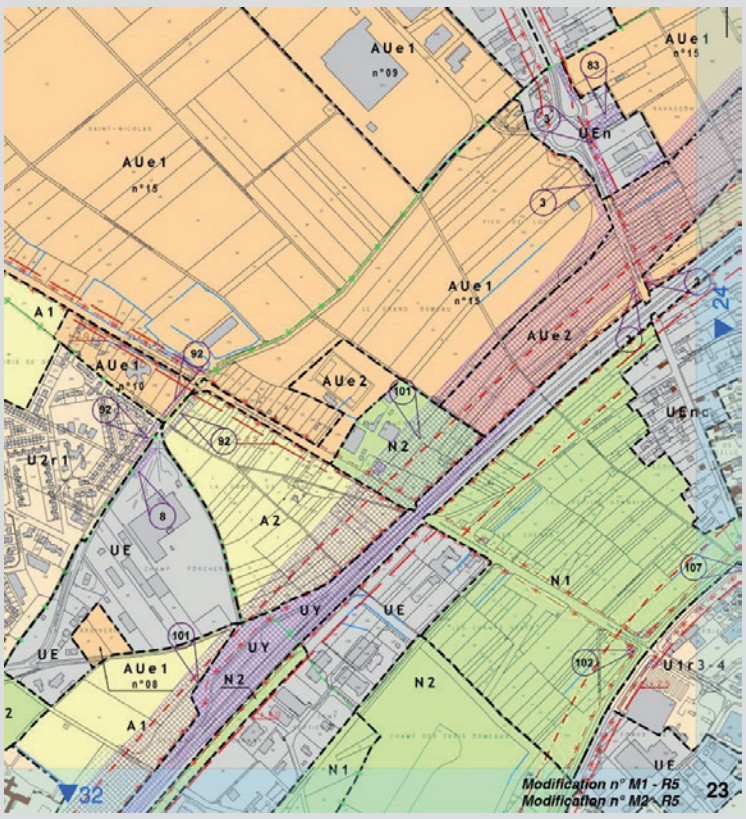


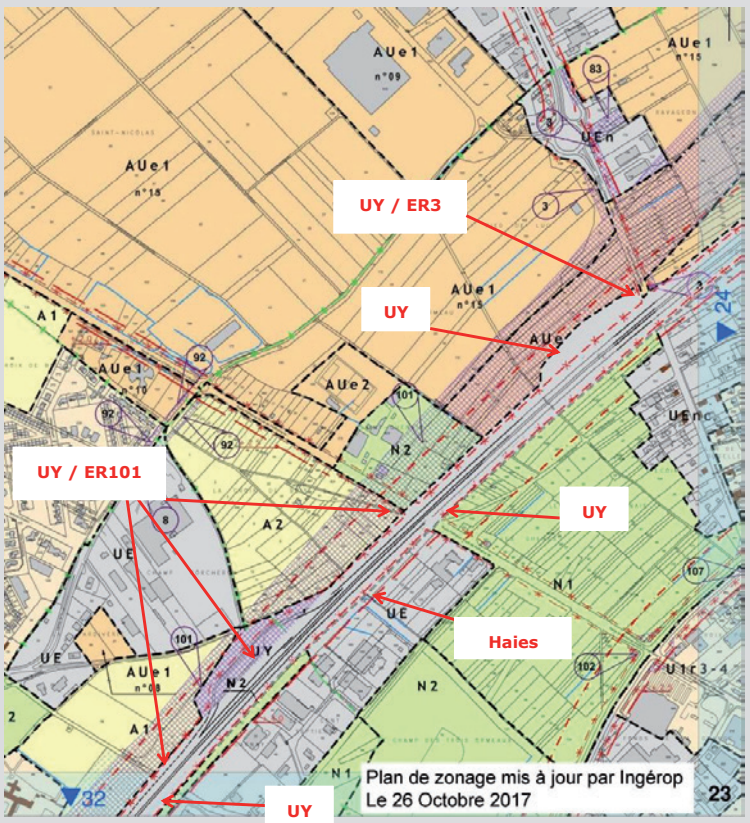
37

Plan du Grand Poitiers Avant mise en compatibilité

PLANCHE 23 : Poitiers / Biard

Plan du Grand Poitiers Après mise en compatibilité



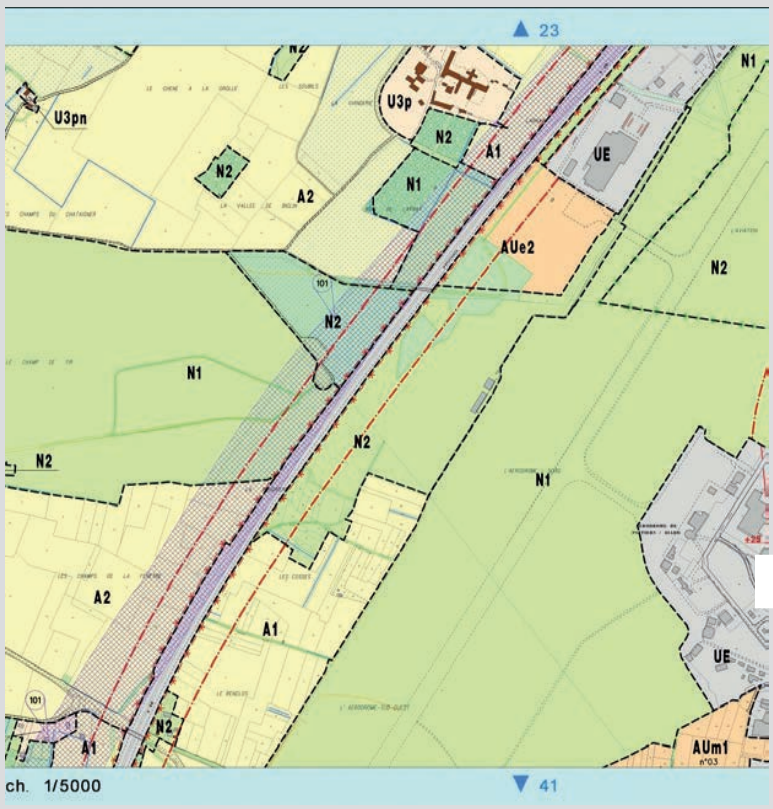


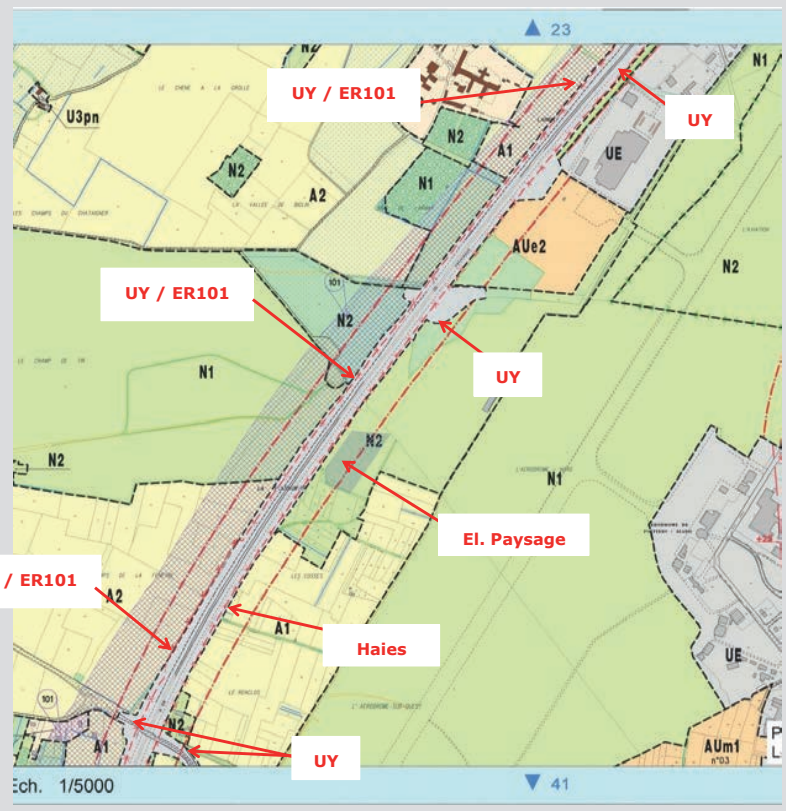
piecei-Gd_Poitiers-04-2018.indd 110
23/04/2018 15:59

Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 32 : Biard

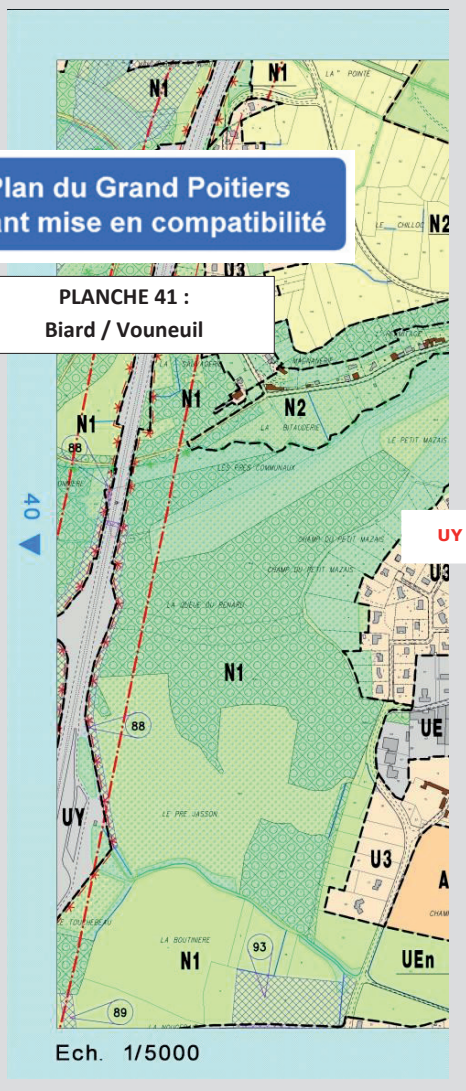
Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité

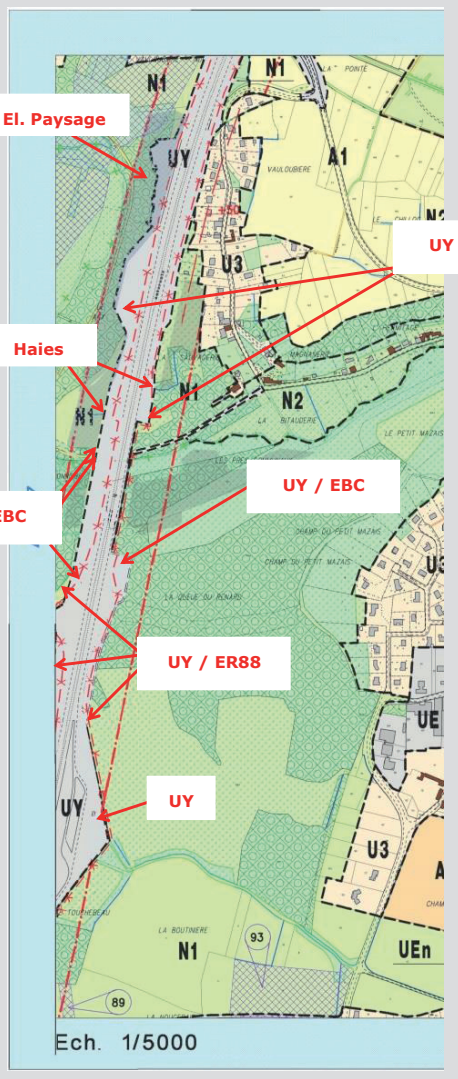




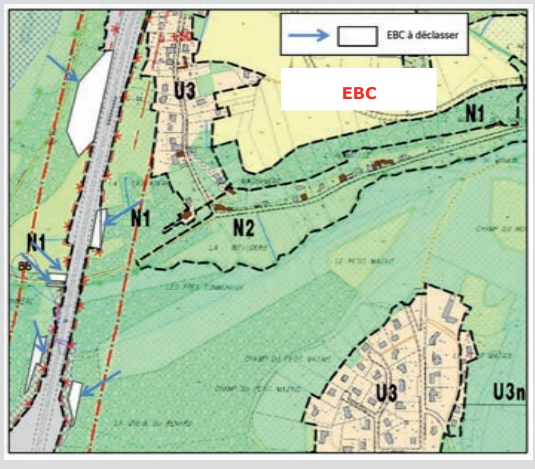
Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 41 :
Biard / Vouneuil





Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité



piecesI-Gd_Poitiers-04-2018.indd 111 23/04/2018 15:59

40

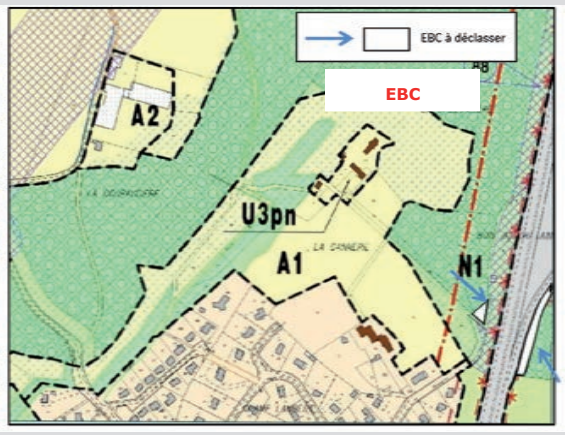
Plan du Grand Poitiers Avant mise en compatibilité

PLANCHE 40 : Vouneuil





Plan du Grand Poitiers Après mise en compatibilité

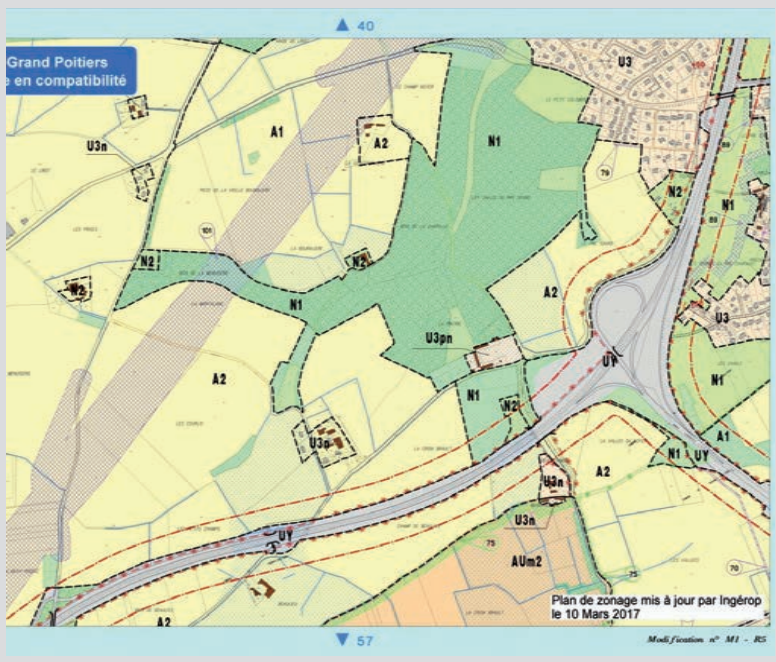


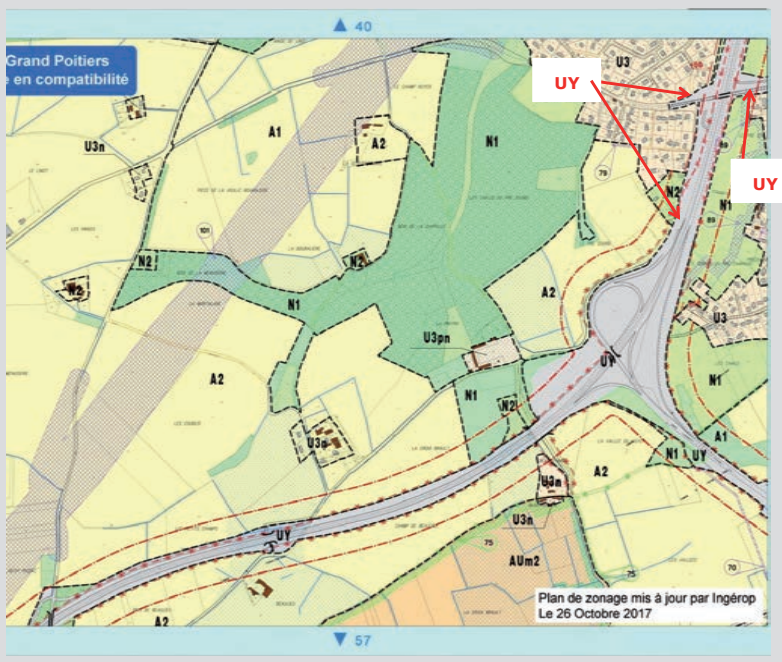
41

Plan du Grand Poitiers Avant mise en compatibilité

PLANCHE 48 : Vouneuil

Plan du Grand Poitiers Après mise en compatibilité

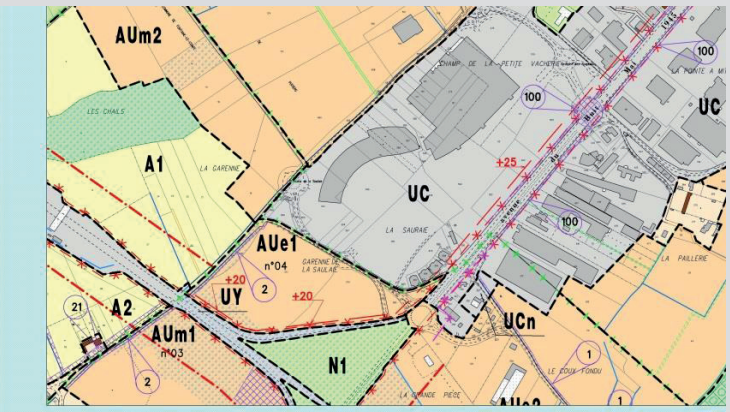




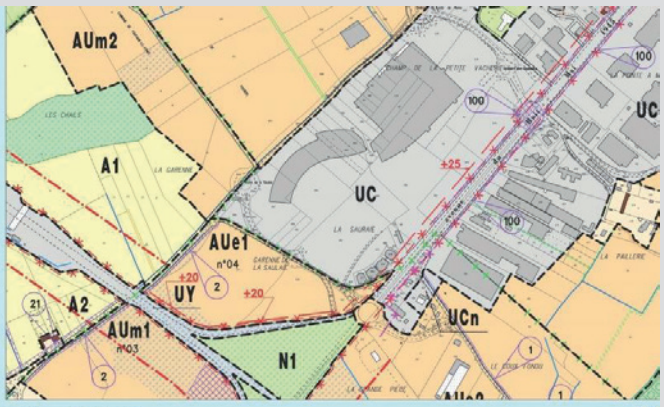
Plan du Grand Poitiers
Avant mise en compatibilité

PLANCHE 49 : Vouneuil

Plan du Grand Poitiers
Après mise en compatibilité



Ech. 1/5000



Ech. 1/5000

piecei-Gd_Poitiers-04-2018.indd 113 23/04/2018 15:59

OPERATION DE MISE AUX NORMES EN FAVEUR DE LA SECURITE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA RN10 DANS LA VIENNE

PIECE H1: MECDU DU GRAND POITIERS



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

MAÎTRE D'OUVRAGE

ETAT

Ministère de la transition écologique et solidaire

Direction interdépartementale des Routes Atlantique

19-21 allée des Pins
33000 BORDEAUX

Tél : 05.57.81.64.90
Site Web : www.dira.fr

MANDATAIRE

VERDI
13, rue Archimède
CS 80083
33693 Mérignac cedex

Octobre 2020

SOMMAIRE

PREAMBULE **4**

1. PRESENTATION DU PROJET **5**

1.1. SITUATION DE L'OPERATION 5
1.2. HISTORIQUE DU PROJET 6
1.3. LES OBJECTIFS DE L'OPERATION 7
1.4. LES CARACTERISTIQUES DU PROJET 7
1.4.1. Echangeur de Croutelle-Ligugé RN10/RD611 ..... *7*
1.4.2. Carrefours Nord Vivonne : section Ruffigny-Vivonne *10*
1.4.3. Carrefours sud de Vivonne : section vivonne-les minières – Chatillon *12*

2. CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE **14**

2.1. MODALITES DE MISE EN COMPATIBILITE 14
2.1.1. L'examen conjoint par l'ensemble des personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique *14*
2.1.2. L'avis du conseil Communautaire *14*
2.1.3. L'avis de la Commission Départementale des Sites *14*
2.1.4. L'avis de la CDPENAF *14*
2.1.5. Evaluation environnementale *14*
2.1.6. Les effets de la Déclaration d'Utilité Publique *15*
2.2. CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE 15
2.2.1. Rapport de présentation *15*
2.2.2. Projet d'aménagement et de développement durables *15*
2.2.3. Règlement écrit *15*
2.2.4. Règlement graphique *16*
2.2.5. Orientations d'aménagement et de programmation *16*
2.2.6. Emplacements réservés (ER) *16*
2.2.7. Espaces Boisés Classés (EBC) *16*
2.2.8. Servitudes d'utilité publique (SUP) *16*
2.2.9. Conclusion *16*

3. OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLUI DU GRAND POITIERS **16**

4. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLUI DU GRAND POITIERS **18**

4.1. ANALYSE DU RAPPORT DE PRESENTATION 18
4.2. ANALYSE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES 18
4.3. ANALYSE DU REGLEMENT 18
4.4. ANALYSE DES OAP 19
4.5. ANALYSE DES EMPLACEMENTS RESERVES (ER) 20
4.6. ANALYSE DES ESPACES BOISES CLASSES (EBC) 20
4.7. SITUATION DU PROJET VIS-A-VIS DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE 20
4.8. CONCLUSION SUR LA COMPATIBILITE 21

5. MISE EN COMPATIBILITE DU PLUI GRAND POITIERS **22**

5.1. REGLEMENT 22
5.1.1. Règlement de la zone Naturelle et forestière stricte N1 ..... *22*
5.1.1.1. PLUi actuel 22
5.1.1.2. PLUi après mise en compatibilité 22
5.2. ZONAGE 23
5.2.1. PLUi actuel *23*
5.2.2. PLUi après mise en compatibilité *23*
5.3. LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES 24
5.3.1. PLUi actuel *24*
5.3.2. PLUi après mise en compatibilité *24*

6. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE **26**

6.1. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS DE GESTION/CONSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU 26
6.1.1. Le SDAGE Loire/Bretagne *26*
6.1.2. LE SAGE Clain *27*
6.1.3. Le Plan de Prévention des Risques Inondations – PPRI *28*
6.2. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT ET LES MILIEUX NATURELS 28
6.2.1. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - SRCE *28*
6.2.2. Schéma Régional Climat Air Energie - SRCAE *28*
6.2.1. Plan Régional Santé Environnement – PRSE Nouvelle Aquitaine *29*

7. ANNEXE **31**

7.1. DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUITE A EXAMEN AU CAS PAR CAS 31

Nota : Il convient de préciser que les communes de Couhé, Ceaux-en-Couhé, Châtillon, Payré et Vaux ont fusionné au 1er janvier 2019 et forment désormais la commune nouvelle de Valence-en-Poitou.

PREAMBULE

Le présent dossier a pour objet la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Grand Poitiers en vue de la réalisation du projet de mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10 entre Poitiers et Châtillon.

Le PLUi est un document qui, à l'échelle de l'intercommunalité, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire. Les travaux projetés impliquent la modification du règlement et d'un emplacement réservé, et donc du plan de zonage et de la liste des emplacements réservés. La réalisation du projet nécessite ainsi la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, conformément aux articles L.153-54 à L153-59 du code de l'urbanisme.

Le dossier de mise en compatibilité du PLUi constitue, en dossier séparé, la pièce H1 du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet. Il a pour objet de présenter les modifications à apporter au PLUi du Grand Poitiers afin assurer la compatibilité du projet avec ses diverses pièces, notamment son règlement, la planche graphique de zonage n° 57 et la liste des emplacements réservés. La mise en compatibilité du document d'urbanisme que propose ce dossier est une procédure d'urbanisme à part entière. L'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique qui sera pris à l'issue de l'enquête publique modifiera le contenu du document mis en compatibilité.

Conformément à l'article R.123-6 du code de l'environnement, le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- **Pièce A « Objet de l'enquête, informations juridiques et administratives »** ;
- **Pièce B « Plan de situation du projet soumis à enquête »** ;
- **Pièce C « Note de présentation du dossier soumis à enquête » ;**
- **Pièce D « Plan général des travaux »** ;
- **Pièce E « Evaluation environnementale » valant AUSSI dossier loi sur l'eau ;**
- **Pièce F « Notice d'incidences Natura 2000 »** ;
- **Pièce G : « Dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées » ;**
- **Pièces H1 à H5 « Mise en compatibilité »** ;
- **Pièce I « Bilans de concertation L300-2 »** ;
- **Pièce J « Classement des aménagements »** ;
- **Pièce K « Avis / bilans »**.

La mise en compatibilité des PLU (et PLUi) est régie par les articles L.153-54 à L153-59 et R.153-14 du code de l'urbanisme. L'article L.153-54 prévoit que la DUP d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un PLU (ou PLUi) ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

1. PRESENTATION DU PROJET

1.1. SITUATION DE L'OPERATION

Le secteur d'étude s'étend sur le département de la Vienne entre Poitiers et Châtillon.

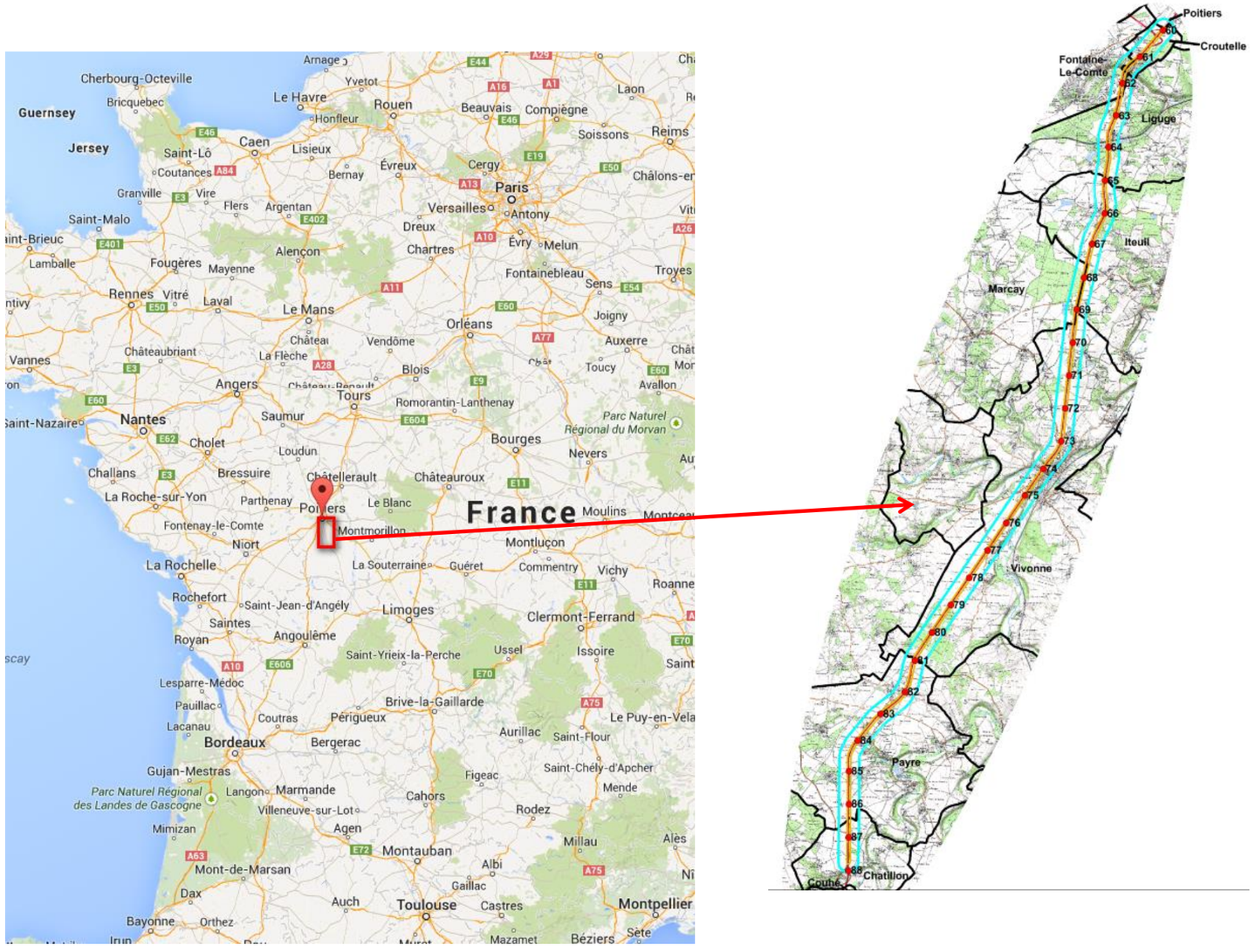


Figure 1: Secteur d'étude

Le programme d'aménagement se découpe en trois secteurs principaux :

- Le secteur de Croutelle avec le réaménagement de l'échangeur de Ligugé - RN10/RD611 ;
- Les trois carrefours au nord de Vivonne : secteur Ruffigny - Vivonne ;
- Les trois carrefours au sud de Vivonne : secteur Vivonne - Les Minières - Châtillon.

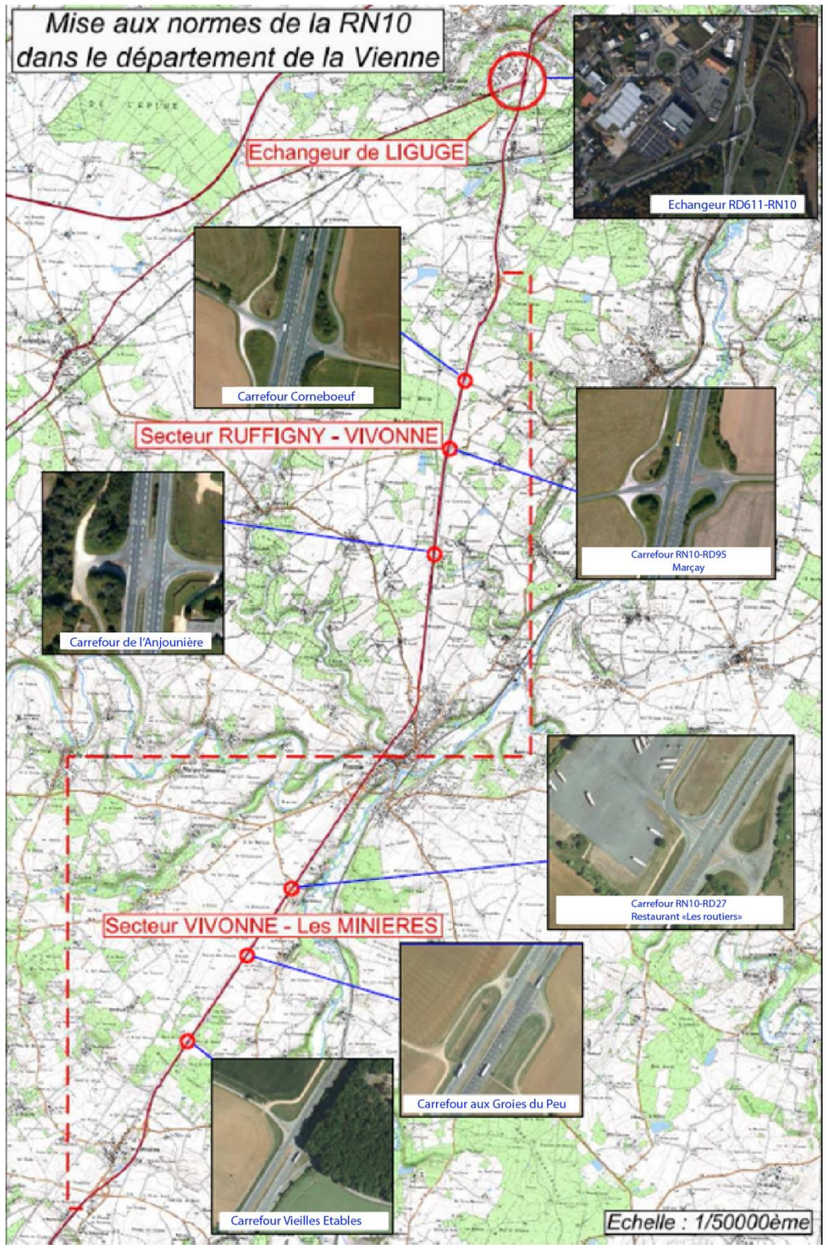


Figure 2 : Les trois secteurs du projet

1.2. HISTORIQUE DU PROJET

L'aménagement à 2x2 voies de la RN10 entre Poitiers et Angoulême avait fait l'objet d'une DUP en date du 15 juin 1999 avec une durée de validité de 10 ans. La totalité des travaux, initialement envisagés, n'a pu être réalisée dans le délai de validité.

Une nouvelle DUP est aujourd'hui nécessaire sur la base d'un programme d'actions prioritaires en adéquation avec les capacités de financement mobilisables.

Dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2015-2020, l'opération a été inscrite pour une première tranche de travaux de 16 millions d'euros, financée à 100 % par l'Etat.

La Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (DGITM) / Direction des Infrastructures de Transport (DIT) a ainsi adressé au préfet de région par courrier du 18 février 2013 une commande stratégique pour cette opération.

La Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (DIR Atlantique) pilote l'opération et réalise les études techniques.

La réalisation des études environnementales, d'impact, de l'évaluation socio-économique, du dossier de concertation et du dossier d'enquête préalable à la DUP a été confiée au bureau d'étude VERDI (COMPETENCES I.S) en septembre 2013.

Après l'étude de plusieurs variantes, la DIR Atlantique a lancé une concertation de type L300-2 du code de l'urbanisme afin de consulter le public et recueillir ses observations.

Une première réunion de concertation avait eu lieu le 20 mars 2012 entre la DIR Atlantique et les élus de la Communauté de Communes Vivonne et Clain afin de présenter l'état d'avancement des réflexions, les contraintes et un échéancier sommaire de réalisation de l'opération. A cette occasion, il avait été acté le fait que tous les aménagements initialement envisagés (DUP de 1999) ne pourraient pas être réalisés et qu'il était nécessaire de définir un projet réalisable en dégageant des priorités.

Une réunion de préparation à la concertation type L300-2 a été tenue en Préfecture de Poitiers le 24 juin 2014 avec l'ensemble des élus du secteur concerné pour présenter l'état d'avancement des études réglementaires, pour détailler les variantes préférentielles proposées à la concertation locale (type L300-2 du code de l'urbanisme) et ainsi s'accorder sur les modalités pratiques de la concertation du public.

Les modalités pratiques retenues ont été les suivantes :

- La concertation s'est tenue du 12 novembre au 12 décembre 2014 : le dossier présentant le projet et un registre de concertation ont été mis à disposition du public dans les mairies situées le long de la RN10 dans le secteur du projet, ainsi que sur le site internet de la DIR Atlantique) ;
- Trois réunions publiques ont été organisées en novembre 2014 dans les communes de Croutelle, Vivonne et Iteuil.

Suite à cette concertation, la DGITM/DIT a adressé au préfet de région par courrier en date du 27 octobre 2015 une lettre de commande du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique validant la variante préférentielle pour chaque secteur et fixant le coût plafond de l'opération à 33,5 M€ TTC :

- Secteur Croutelle – Ligugé : mise à 2x2 voies de la RN 10 au droit de Croutelle avec une reconfiguration totale de l'échangeur de Ligugé ;
- Secteur Ruffigny – Vivonne : fermeture des carrefours plans avec création d'un échangeur complet au niveau de la RD 95 et maintien de la sortie vers la ZA de l'Anjouinière dans le sens sud/nord ;

- Secteur Vivonne – Les Minières : fermeture des carrefours plans avec création d'un échangeur complet au sud du carrefour « Les routiers / RD 27 ». Les bretelles des aires de repos des Brandes de Cercigny et des Vieilles Etables sont par ailleurs maintenues.

Cette opération s'inscrit ainsi dans l'objectif d'amélioration de la sécurité, mais aussi de mise aux normes environnementales en intégrant la mise en place de dispositifs de traitement des eaux et des protections phoniques nécessaires.

1.3. LES OBJECTIFS DE L'OPERATION

Les enjeux globaux de l'opération sont les suivants :

- L'amélioration de la sécurité :
    - Par la suppression des carrefours à niveau (suppression des traversées de la RN10 à 2x2 voies et suppression ou mises aux normes des bretelles d'accès maintenues), moyennant leur report sur des points d'échanges aménagés existants ou à créer, par l'intermédiaire de voies de substitution ;
    - Par la mise à 2x2 voies de la RN10 à Croutelle sur 1 km environ avec réaménagement de l'échangeur de Ligugé avec la RD611, section résiduelle à 2x1 voie accidentogène, aménagement qui améliorera également les conditions de circulation des usagers ;
- La mise aux normes environnementales des trois secteurs par des aménagements de traitements des eaux.

La procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est requise pour ce projet. Elle intervient car les travaux prévus sont réalisés sur des espaces où le maitre d'ouvrage n'est pas assuré de la maîtrise foncière.

1.4. LES CARACTERISTIQUES DU PROJET

1.4.1. ECHANGEUR DE CROUTELLE - LIGUGE RN10/RD611

L'opération sur cette section consiste principalement en la mise à 2x2 voies de la RN10 et par conséquent le réaménagement de l'échangeur entre la RN10 et la RD611.

Il s'agit de la portion de RN10 encore en « bi-directionnelle » sur environ 1 km au niveau de l'échangeur dit « de Croutelle ».

Les mouvements d'échanges entre la RN10 et la RD611 sont complexes dans leur configuration existante et les caractéristiques géométriques sont éloignées des normes de conception routière actuelles.

L'ouvrage d'art existant de l'échangeur dimensionné pour une route bi-directionnelle devra être démoli.

Le projet prévoit :

- La mise à 2x2 voies par élargissement de la RN 10 sur la section bi-directionnelle résiduelle ;
- La création d'un giratoire à 5 branches à l'est de la RN10 raccordant la RD 611, les nouvelles bretelles d'entrée et sortie de la RN10 dans le sens Angoulême-Poitiers et la route de Virolet ;
- La création d'un passage supérieur immédiatement au sud de l'ouvrage actuel avec l'objectif de limiter les emprises de l'aménagement ;
- La reconfiguration de la bretelle d'entrée de la RN10 dans le sens Poitiers-Angoulême ;
- La réalisation de dispositifs d'assainissement : réseau de collecte, ouvrages de rétention et traitement des eaux des bassins versants routiers de l'échangeur ;
- La mise en œuvre de mesures environnementales : aménagement paysager, haies, clôtures.

Cette configuration répond aux règles de conception des infrastructures routières, en limitant les impacts sur le milieu naturel (foncier et environnement). S'agissant d'un secteur situé en entrée d'agglomération, la vitesse maximale autorisée sera maintenue à 90 km/h sur ce nouveau secteur aménagé.

<u>Caractéristiques géométriques principales :</u>

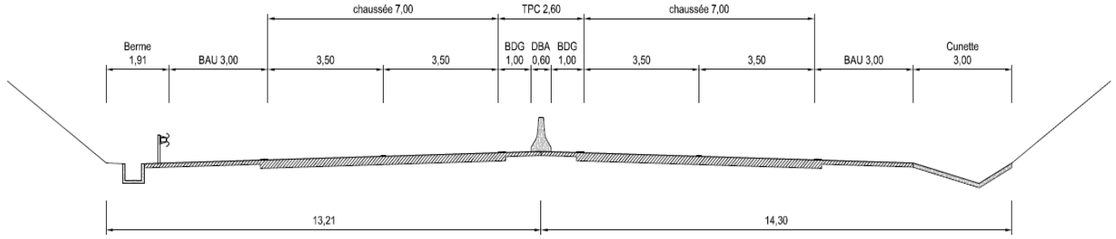
- Création d'un ouvrage d'art (passage supérieur) d'une travée de 26 m environ ;
- Création d'un giratoire, de 20 à 25 m de rayon, avec 7 m de chaussée ;
- Les caractéristiques des voies de rétablissement seront adaptées à leur usage et à la nature des trafics circulant sur ces voies.

Caractéristiques géométriques principales

Création d'un ouvrage d'art (passage supérieur) d'une travée de 26m environ.
Création d'un giratoire de 20 à 25 m de rayon avec 7 m de chaussée.
Les caractéristiques des voies de rétablissement seront adaptées à leur usage et à la nature des trafics circulant sur ces voies.

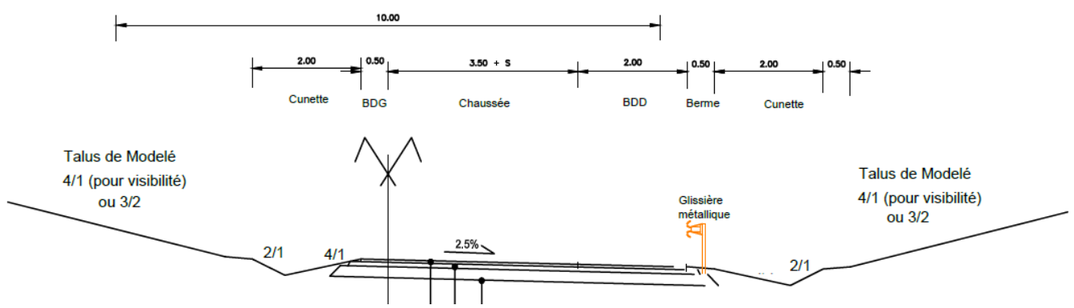
Profil en travers type de la section courante de la RN 10 mise à 2x2 voies

Profil en travers type RN 10 au niveau de l'ouvrage d'art

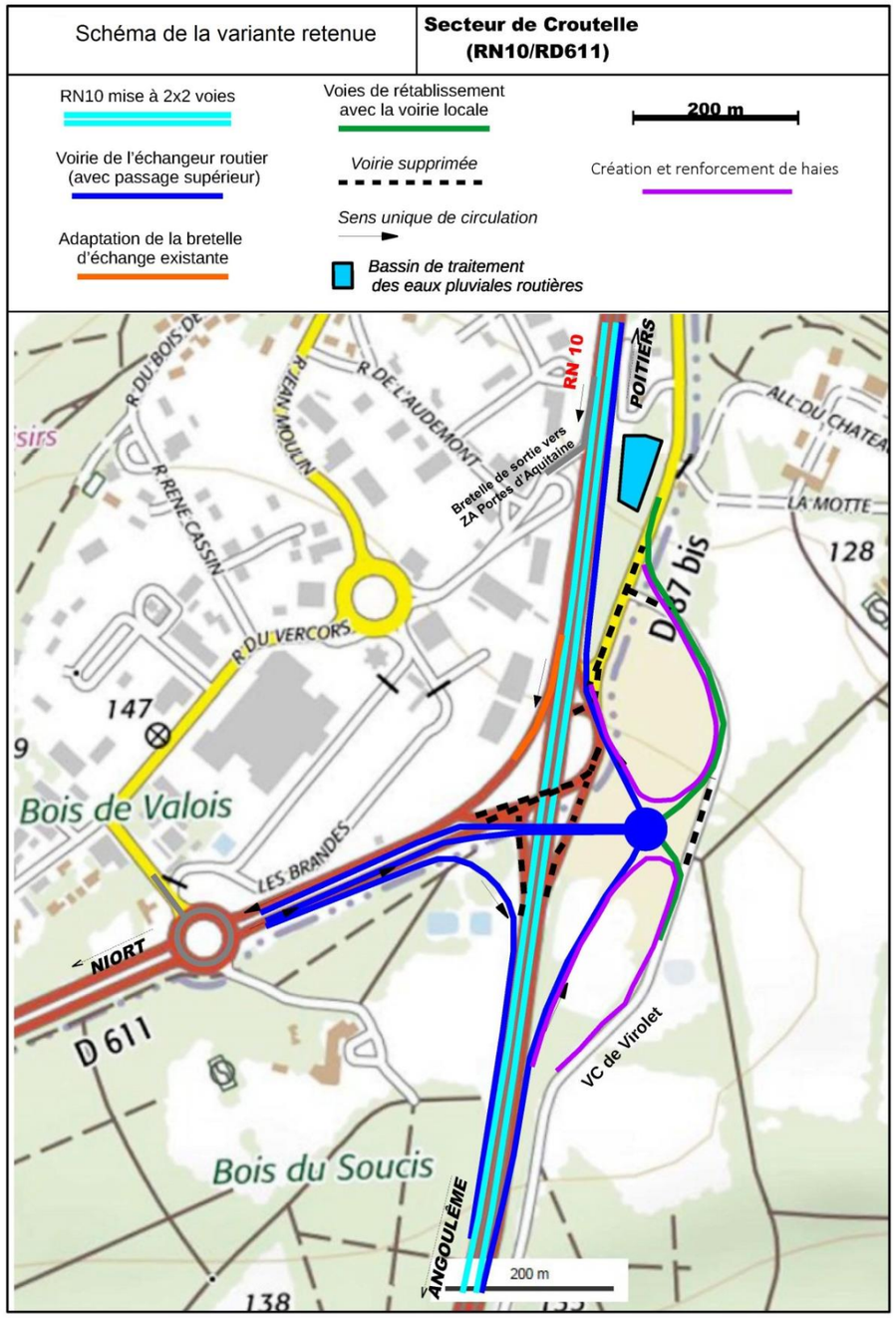


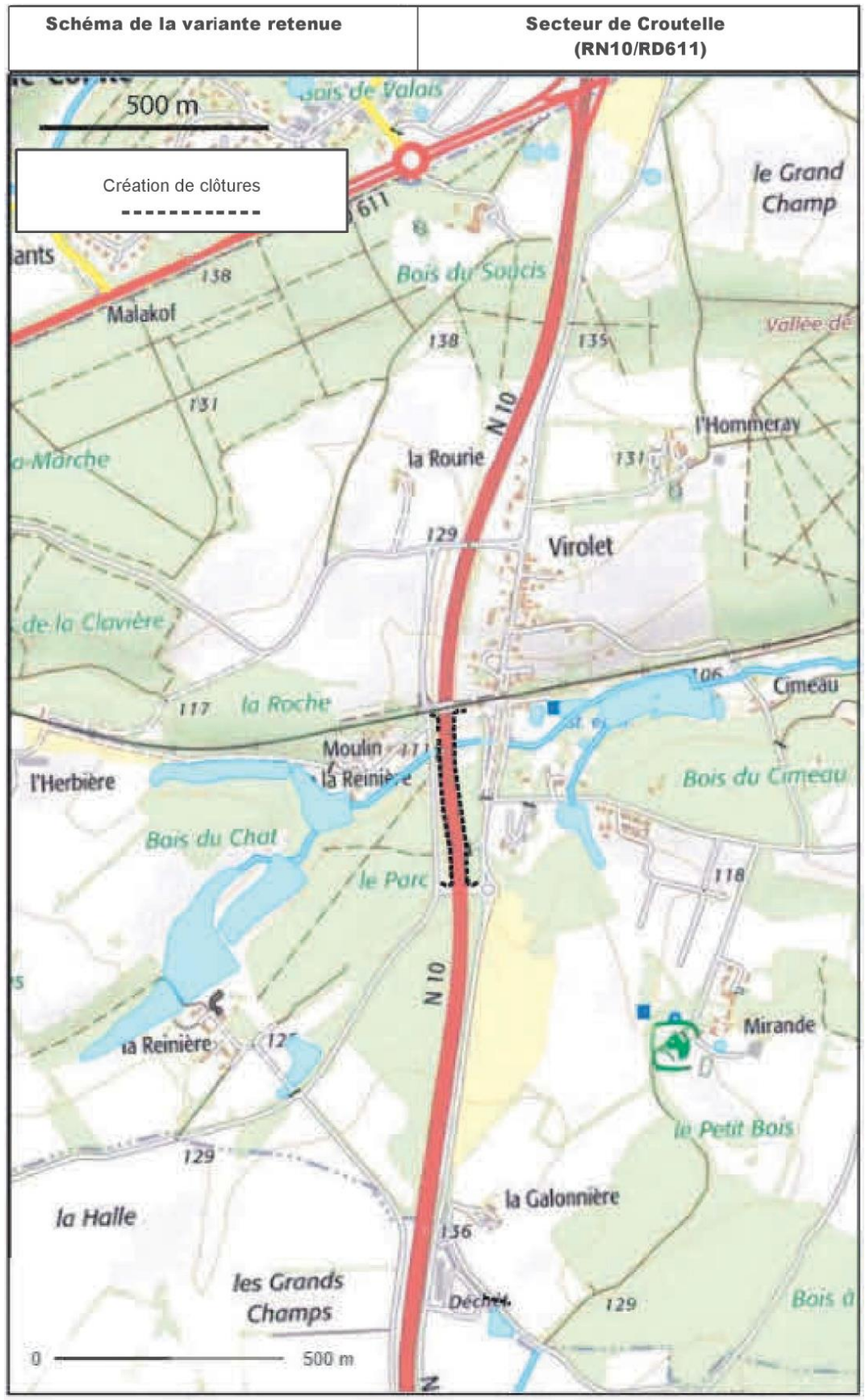
Profil en travers types des bretelles

Bretelle unidirectionnelle



Les schémas ci-après présentent le tracé indicatif du projet décrit ci-avant.





1.4.2. CARREFOURS NORD VIVONNE : SECTION RUFFIGNY-VIVONNE

Ce secteur, compris entre l'échangeur de Ruffigny et celui de Vivonne-Nord, comporte trois carrefours à niveau avec des caractéristiques géométriques non adaptées à un statut de route express et préjudiciable à la sécurité routière : carrefour de Corneboeuf, carrefour de Marçay (RD95) et carrefour de l'Anjouinière. La plateforme de la RN10 est déjà calibrée à 2x2 voies.

L'opération consiste principalement à :

- Réduire le nombre de points d'échanges en supprimant tout carrefour à niveau afin d'améliorer les conditions de sécurité ;
- Réutiliser de manière optimale les voies existantes en rétablissement ;
- Préserver une desserte locale satisfaisante en particulier de la zone d'activité de l'Anjouinière.

La route interceptée la plus importante est la RD95, située au carrefour médian de ce secteur. Ce carrefour présente un positionnement privilégié pour la création d'un échangeur dénivelé avec la RN 10.

Le projet prévoit :

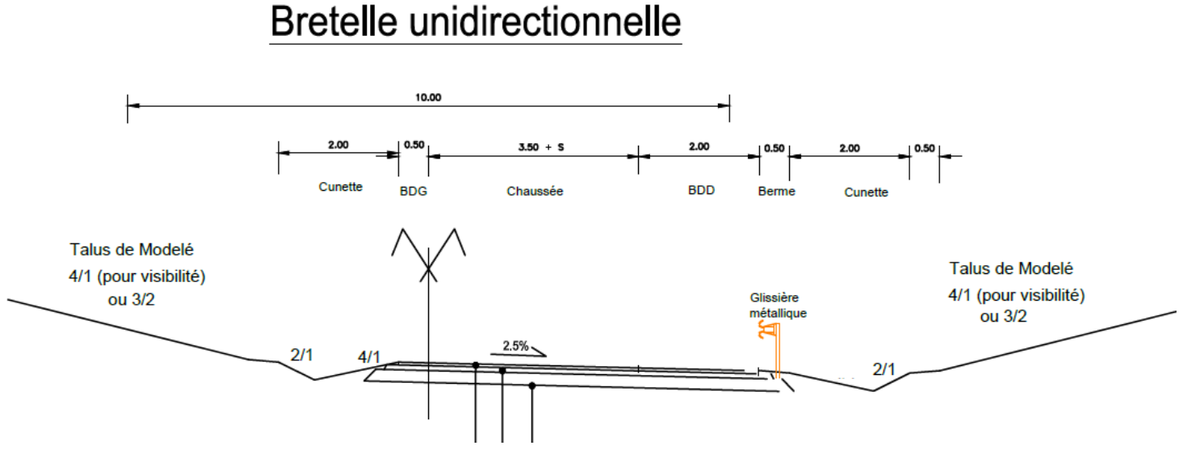
- La fermeture des carrefours à niveau de Corneboeuf et de l'Anjouinière ;
- La création d'un échangeur complet au niveau de la RD95 par suppression du carrefour à niveau existant. L'échangeur comporte un passage supérieur, 4 bretelles, 2 giratoires et des voies de rétablissement avec la voirie locale ;
- La création d'itinéraires de substitution et le recalibrage des voiries existantes parallèles à la RN10, permettant de rabattre le trafic local vers le nouvel échangeur créé ;
- Le maintien de la sortie de la RN10 vers la zone d'activités de l'Anjouinière dans le sens Angoulême-Poitiers, avec mise aux normes de cette bretelle, et la fermeture de l'entrée sur la RN10 depuis cette même zone d'activités ;
- La réalisation de dispositifs d'assainissement : réseau de collecte et ouvrages de rétention, et traitement des eaux des bassins versants routiers de l'échangeur ;
- La mise en œuvre de mesures environnementales : aménagement paysager, haies, clôtures.

Au droit du nouvel échangeur, le tracé géométrique de la section courante de la RN10 (tracé en plan, profil long et profil en travers) n'est pas modifié par le projet. Sur le secteur Ruffigny - Vivonne, la vitesse limite autorisée sera relevée à 110 km/h en cohérence avec les caractéristiques de l'infrastructure réaménagée.

La suppression des carrefours plans nécessite des travaux d'adaptation de la RN 10 :

- Transformation des tourne-à gauche en terre-plein central en bande dérasée de gauche ;
- Transformation des bretelles situées en rive en bande d'arrêt d'urgence ;
- Reprise de signalisation, dispositifs de retenue, assainissement (fossés enherbés).

Profil en travers type des bretelles



Les schémas ci-après présentent le tracé indicatif du projet décrit ci-avant.

Schéma de la variante retenue — **Secteur de Ruffigny-Vivonne (RN10/RD611)**

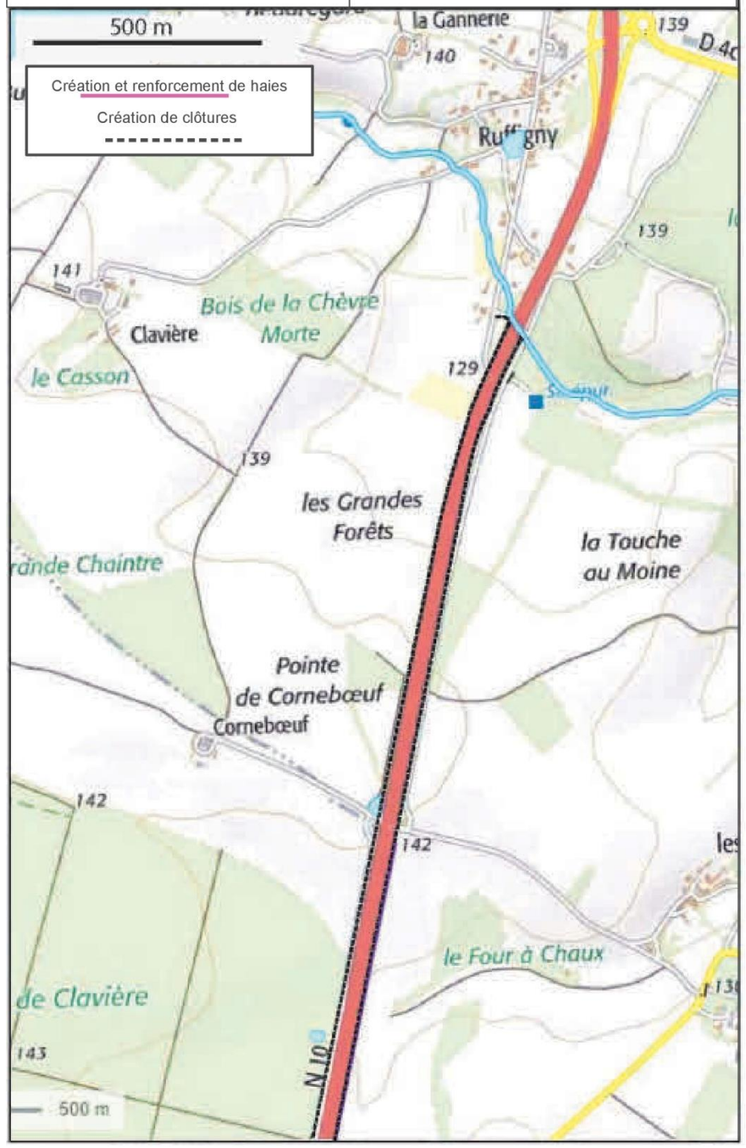


Schéma de la variante retenue — **Secteur de Ruffigny-Vivonne (RN10/D95)**

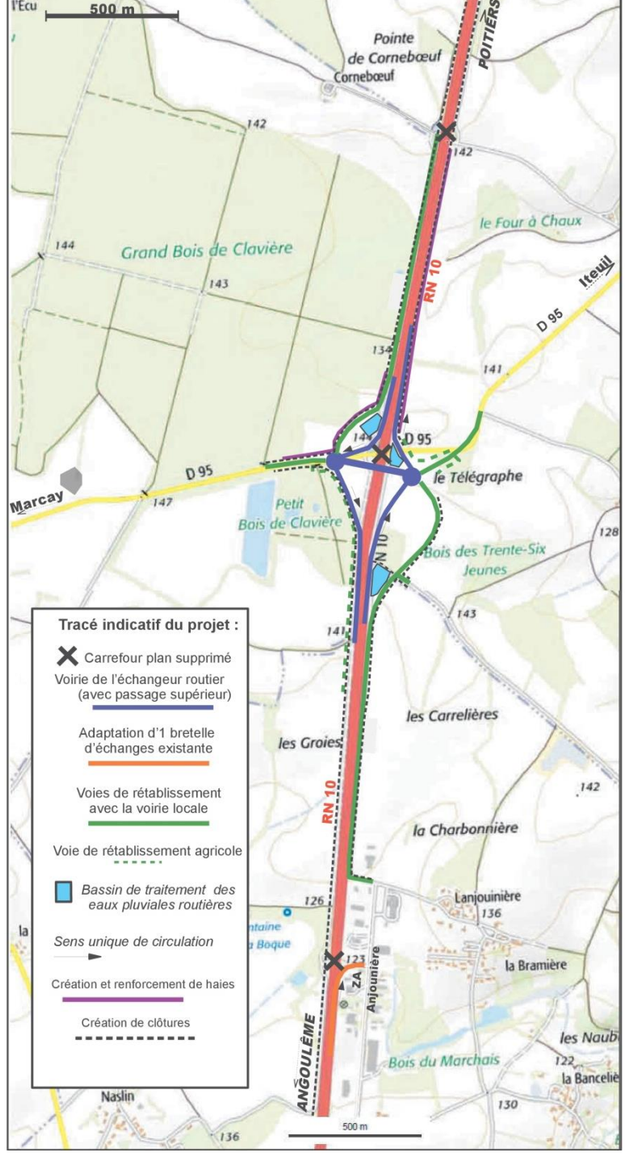
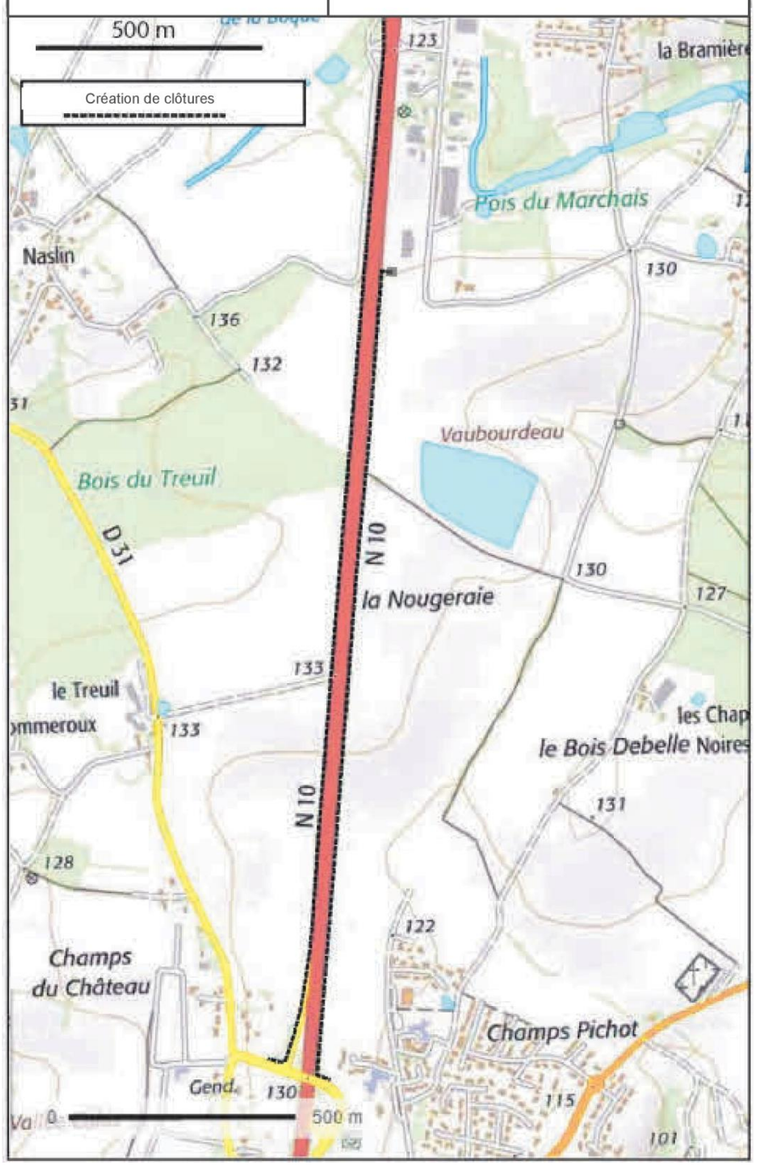


Schéma de la variante retenue — **Secteur de Ruffigny-Vivonne (RN10/D95)**



1.4.3. CARREFOURS SUD DE VIVONNE : SECTION VIVONNE - LES MINIERES – CHATILLON

Ce secteur, compris entre l'échangeur de Vivonne-Sud et celui des Minières, comporte trois carrefours à niveau avec des caractéristiques géométriques non adaptées à un statut de route express et préjudiciable à la sécurité routière : carrefour « Les Routiers » sur la (RD27), carrefour des Groies du Peu et carrefour des Vieilles Étables. La plateforme de la RN10 est déjà calibrée à 2x2 voies.

L'opération consiste principalement à :

- Réduire le nombre de points d'échanges en supprimant tout carrefour à niveau afin d'améliorer les conditions de sécurité ;
- Réutiliser de manière optimale les voies existantes en rétablissement ;
- Préserver une desserte locale satisfaisante en particulier pour le restaurant « Les Routiers » qui capte une clientèle poids lourds de la RN10.

La route interceptée la plus importante est la RD 27.

Le projet prévoit :

- La fermeture du carrefour au niveau de « Les Routiers » sur la RD27, et ceux des Groies du Peu et des Vieilles Étables ;
- La création d'un échangeur complet au sud du carrefour « Les Routiers » (RD27). L'échangeur comporte un passage supérieur, 4 bretelles, 2 giratoires et des voies de rétablissement avec la voirie locale. De par sa position sur le secteur, ce nouvel échangeur permet une desserte de l'ensemble des activités économiques locales : restaurant « Les Routiers », centre pénitentiaire, exploitations agricoles, etc.
- La création d'itinéraires de substitution et le recalibrage des voiries existantes parallèles à la RN10, permettant de rabattre le trafic local vers le nouvel échangeur créé ;
- Le maintien et la mise aux normes des bretelles d'entrée et sortie de l'aire des Vieilles Étables dans le sens Angoulême-Poitiers ;
- La réalisation de dispositifs d'assainissement : réseau de collecte et ouvrages de rétention, et traitement des eaux des bassins versants routiers de l'échangeur ;
- La mise en œuvre de mesures environnementales : aménagement paysager, haies, clôtures.

Au droit du nouvel échangeur, le tracé géométrique de la section courante de la RN10 (tracé en plan, profil long et profil en travers) n'est pas modifié par le projet. Sur le secteur Vivonne - Les Minières, la vitesse limite autorisée sera relevée à 110 km/h en cohérence avec les caractéristiques de l'infrastructure réaménagée.

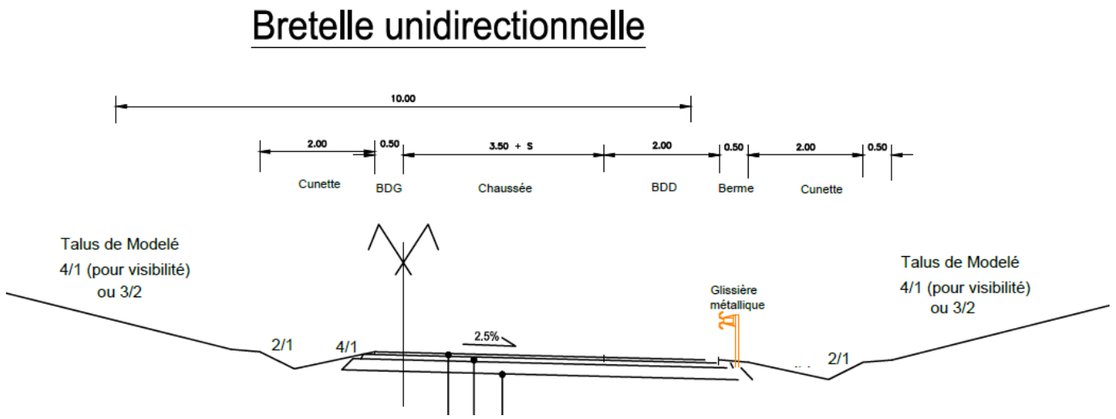
La suppression des carrefours plans nécessite des travaux d'adaptation de la RN10 :

- Transformation des tourne-à gauche en terre-plein central en bande dérasée de gauche ;
- Transformation des bretelles situées en rive en bande d'arrêt d'urgence ;
- Reprise de signalisation, dispositifs de retenue, assainissement (fossés enherbés).

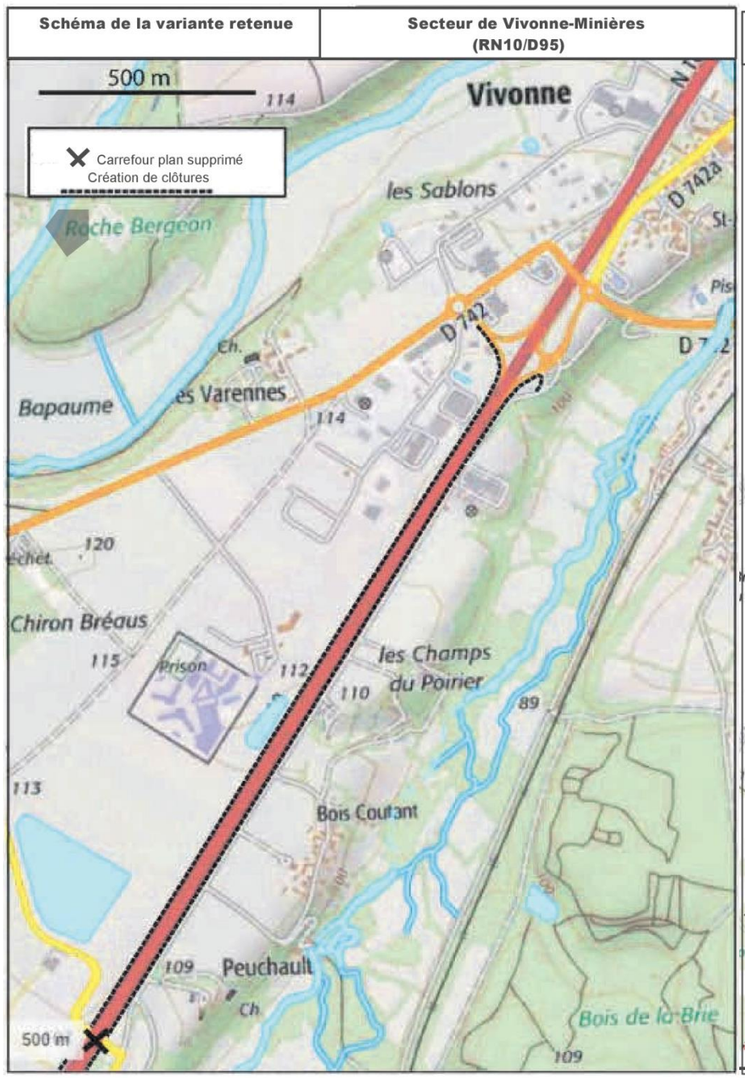
Caractéristiques géométriques principales :

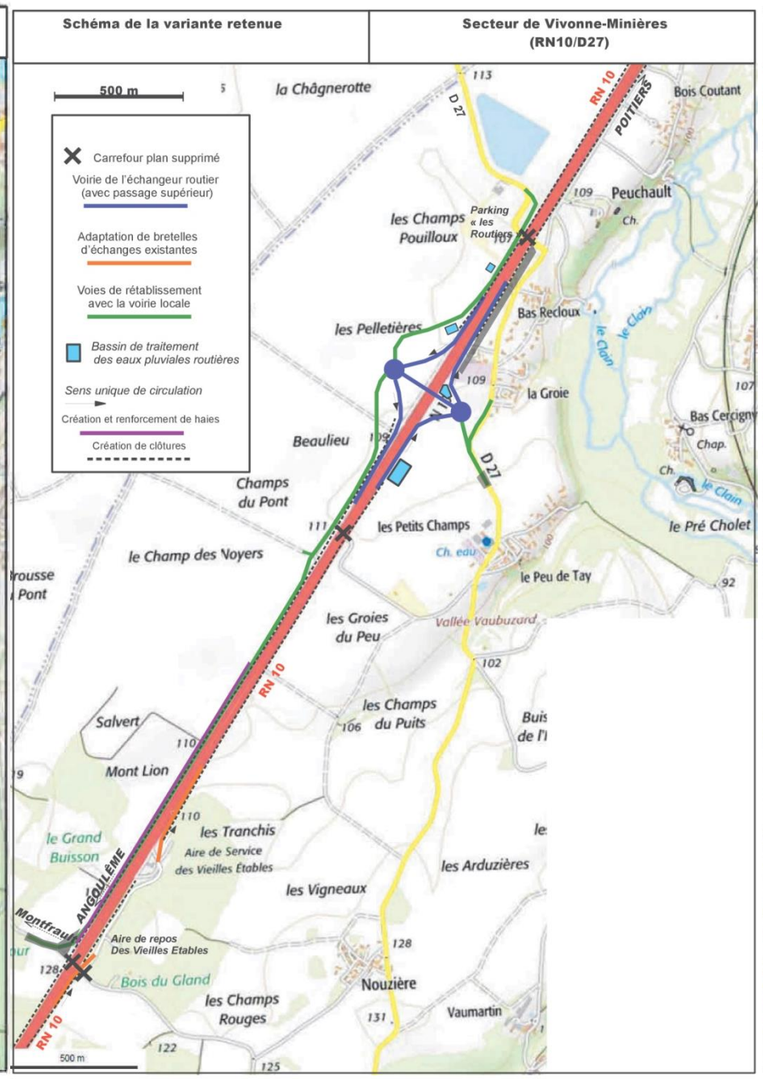
- Création d'un ouvrage d'art (passage supérieur) composé de deux travées de 23 m environ ;
- Création de deux giratoires de 20 à 25 m de rayon avec 7 m de chaussée.

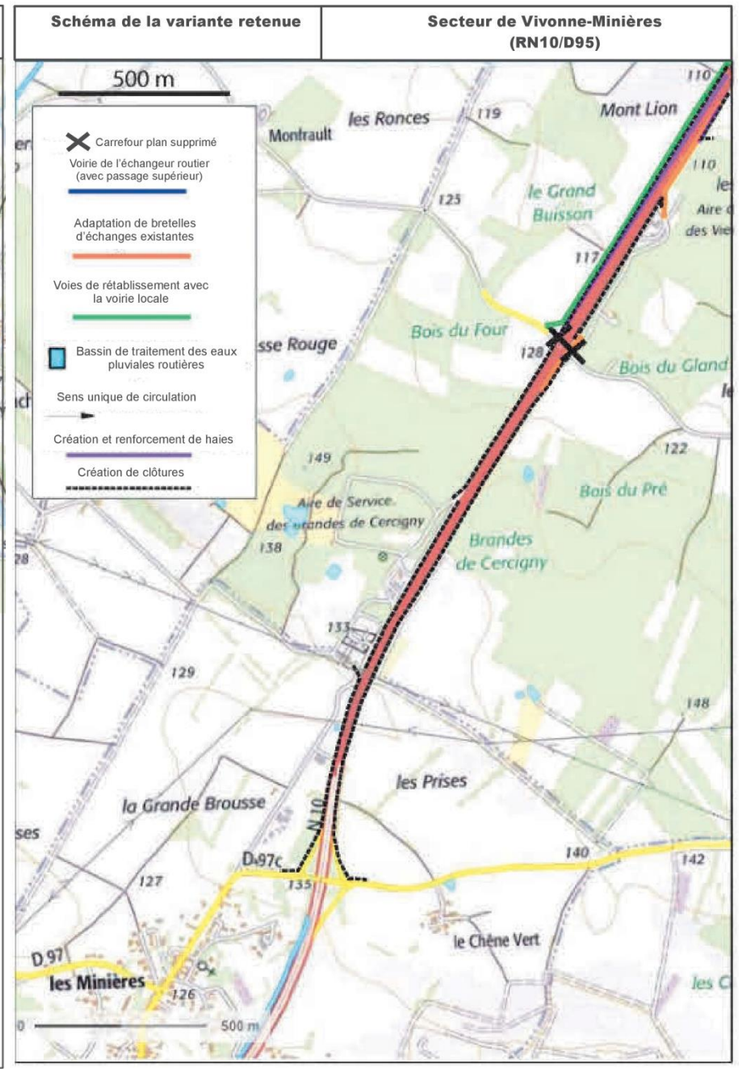
Profil en travers type des bretelles



Les schémas ci-après présentent le tracé indicatif du projet décrit ci-avant.







2. CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Le présent dossier concerne l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet de mise en sécurisation de la RN10 entre Poitiers et Châtillon. La DUP nécessite que le projet soit compatible avec les documents d'urbanisme des communes sur lesquelles il s'implante. La mise en compatibilité concerne plus précisément les communes disposant d'un PLU/PLUi.

Le réaménagement de l'échangeur de Ligugé- RN10/RD611 concerne les communes de Fontaine-Le-Comte, Croutelle et Ligugé. La mise en comptabilité porte sur les PLU/PLUi actuellement en vigueur.

La Communauté Urbaine du Grand Poitiers est compétente pour les documents d'urbanisme de ces 3 communes :

- PLUi du Grand Poitiers pour Croutelle et Fontaine-le-Comte ;
- PLU de Ligugé.

L'enquête publique préalable à la DUP porte, en conséquence, tant sur l'utilité publique des travaux que sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme. Cette dernière consiste à modifier les éléments écrits dans le document d'urbanisme et à mettre en cohérence les documents graphiques avec l'opération déclarée d'utilité publique.

La présente pièce vise donc à mettre le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Grand-Poitiers en compatibilité avec le projet de sécurisation de la RN 10 entre Poitiers et Châtillon.

2.1. MODALITES DE MISE EN COMPATIBILITE

Deux textes ont récemment modifiés le code de l'urbanisme et sont applicables depuis le 1er janvier 2016 :

- L'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme (Règles générales d'aménagement et d'urbanisme de la partie législative) ;
- Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie règlementaire du livre Ier du code de l'urbanisme (Règles générales d'aménagement et d'urbanisme de la partie règlementaire) et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

Les modalités de mise en compatibilité du document d'urbanisme dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique sont indiquées aux articles L153-54 à L153-59 et R153-14 du code de l'urbanisme.

L'article L153-54 stipule qu'une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme, ne peut intervenir que si :

- L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
- Les dispositions pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune (ou de l'EPCI compétent) et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L132-9. Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est également invité lorsque l'EPCI est compétent.

2.1.1. L'EXAMEN CONJOINT PAR L'ENSEMBLE DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES AVANT L'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Dans le principe, les dispositions proposées par le Maître d'Ouvrage pour assurer la mise en compatibilité du PLUi avec la DUP doivent avoir fait l'objet d'un examen conjoint de : l'État, la commune ou l'EPCI compétent, la Région, le Département, le syndicat mixte du SCoT, l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, EPCI compétente en PLH, les chambres consulaires et le cas échéant, des organismes de gestion des parcs naturels régionaux.

Cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique sous la forme d'une réunion. Les communes ou groupements compétents peuvent recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements (article R.132-5 du code de l'urbanisme).

Le préfet est également tenu de consulter pour avis les organismes compétents en cas :

- de réduction des espaces agricoles,
- d'aménagement ou réduction des espaces forestiers,
- d'atteinte à la valeur agronomique, biologique ou économique en zone agricole protégée, en application des articles L.112-1 et suivants du code rural.

2.1.2. L'AVIS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

À l'issue de l'enquête publique, le dossier de mise en compatibilité du PLU/PLUi avec la DUP est soumis pour avis au conseil Communautaire. Le dossier soumis au conseil Communautaire est composé du dossier de mise en compatibilité du PLU/PLUi, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête, du procès-verbal de la réunion relatif à l'examen conjoint de l'ensemble des personnes publiques concernées. Le conseil Communautaire dispose d'un délai de deux mois pour donner son avis. À défaut, ce dernier est considéré comme favorable.

2.1.3. L'AVIS DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES

Cet avis est inutile dans le cas présent.

2.1.4. L'AVIS DE LA CDPENAF

Selon l'article 25 de la LAAAF (loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt), codifié à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) peut être consultée sur toute question relative à la suppression de surfaces agricoles et forestières, notamment dans le cadre d'élaboration ou d'évolution des documents d'urbanisme. Elle peut aussi demander à être consultée pour tout projet ou tout projet d'évolution du document d'urbanisme portant sur des communes qui ne sont pas comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après promulgation de la LAAAF.

La communauté urbaine du Grand Poitiers est comprise dans le périmètre du SCoT du Seuil Poitou (porté par le SMASP - Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou) approuvé le 11 février 2020.

2.1.5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La loi sur la protection de la Nature du 10 juillet 1976 introduit l'idée de respect des préoccupations d'environnement au sein des documents d'urbanisme. Le rapport de présentation comporte dès lors un état initial de l'environnement et prend en compte sa préservation.

Au 12 décembre 2000, la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) et ses décrets d'application introduisent le principe d'équilibre entre l'aménagement urbain et la préservation, la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers. Le rapport de présentation permet de cette façon d'évaluer « *les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur* » au titre de l'article R.123-2 du code de l'urbanisme modifié par décret du 27 mars 2001.

La directive européenne de juin 2001, transposée en droit français par l'ordonnance du 3 juin 2004, le décret du 27 mai 2005 (ainsi que la circulaire du 6 mars 2006), soumettent, au titre de l'article L.121-10 du code de l'urbanisme, certains documents d'urbanisme à évaluation environnementale. Il s'agit notamment des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) remplissant certaines conditions relatives à l'importance de la commune, l'ampleur des projets d'aménagement, susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'Annexe II de cette directive.

Le PLUi comporte une évaluation environnementale au titre de l'article L.121-10 du code de l'urbanisme en vigueur au moment de l'élaboration du PLUi.

Dans le cas présent, la mise en compatibilité n'emporte pas les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L153-31 du code de l'urbanisme.

Un dossier d'examen cas par cas a été déposé auprès de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, service instructeur de la Mission régionale de l'autorité environnementale. Le présent dossier de mise en compatibilité n'est pas été soumis à évaluation environnementale. Cet avis est annexé à la présente pièce.

2.1.6. LES EFFETS DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique, le plan local d'urbanisme Intercommunal ne peut faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité (article L153-56 du code de l'urbanisme).

A l'issue de l'enquête publique, la communauté Urbaine du Grand Poitiers émet un avis, réputé favorable s'il n'est pas émis dans un délai de deux mois (article L153-57 du code de l'urbanisme).

L'arrêté de DUP emportera la mise en compatibilité du document d'urbanisme. L'opposabilité des modifications apportées au PLU(i) sera effective après accomplissement des mesures de publicité prévues par le code de l'urbanisme.

2.2. CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE

La mise en compatibilité consiste en effet à apporter les modifications strictement nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement dans les diverses pièces composant le dossier de PLUi (cf. L.151-1 à L151-3 du code de l'urbanisme), à savoir :

1. Un rapport de présentation (L.151-4) ;
2. Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) (L.151-5) ;
3. Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dans les conditions prévues aux articles L.151-6 à L151-7 ;
4. Un règlement (écrit et graphique) (L.151-8) ;
5. Les annexes (L.151-43).

L'analyse de la compatibilité du projet avec le PLUi du Grand Poitiers porte sur les pièces du rapport de présentation, du PADD, du règlement, des planches graphiques du zonage et des OAP. Ces différentes pièces sont décrites en suivant.

2.2.1. RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation, en s'appuyant sur un diagnostic territorial, explique les choix retenus pour établir le PADD, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement. Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et doit justifier les objectifs compris dans le PADD au regard des objectifs de consommation de l'espace.

Le rapport de présentation peut contenir des informations à actualiser.

2.2.2. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Le PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

2.2.3. REGLEMENT ECRIT

Le règlement est le document essentiel du PLUi puisqu'il fixe les règles applicables aux différentes zones en déterminant leur constructibilité. S'il n'est pas compatible, le règlement nécessite d'être modifié comme indiqué en rouge sur fond gris au paragraphe « Règlement après mise en compatibilité ».

2.2.4. REGLEMENT GRAPHIQUE

Les documents graphiques permettent, à travers des plans, de visualiser :

- Les différentes zones du PLUi : zone urbaine (habitat, activités), zone naturelle et zone agricole ;
- Les autres outils réglementaires : emplacements réservés, Espaces Boisés Classés (EBC), marges de recul…

2.2.5. ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville. Les OAP garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables.

Elles portent au moins sur (article R 151-8 du code de l'urbanisme) :

1° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
2° La mixité fonctionnelle et sociale ;
3° La qualité environnementale et la prévention des risques ;
4° Les besoins en matière de stationnement ;
5° La desserte par les transports en commun ;
6° La desserte des terrains par les voies et réseaux.

2.2.6. EMPLACEMENTS RESERVES (ER)

En application des articles L. 151-41 et R. 151-34 du code de l'urbanisme, le règlement peut délimiter des zones spéciales inscrites dans le PLU/PLUi au titre d'emplacements réservés pour voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts.

Prévue pour accueillir la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'intérêt général, la création d'un emplacement réservé permet :

- De planifier la localisation des équipements ;
- D'annoncer, d'identifier et de localiser le projet correspondant tout en désignant le bénéficiaire ;
- D'empêcher, dans un périmètre où doivent être réalisés des équipements publics, toute construction ou occupation du sol qui compromettrait la réalisation du projet.

La création d'un emplacement réservé n'affecte pas la propriété des biens immeubles qui y sont situés. Le bénéficiaire ne devient pas propriétaire de l'emplacement réservé. Le propriétaire du terrain sur lequel se situe l'emplacement réservé bénéficie d'un droit de délaissement.

La superficie d'un emplacement réservé est déterminée par l'emprise nécessaire à la réalisation des équipements projetés.

La liste des emplacements réservés et des localisations d'équipements ou ouvrages publics ou d'intérêt général précise les caractéristiques des équipements projetés, ainsi que les bénéficiaires de chaque servitude.

Si le document d'urbanisme n'en prévoit pas pour le projet, un nouvel emplacement réservé doit être créé et ajouté à la liste des emplacements réservés de la commune. Il peut également s'agir de la mise à jour d'un emplacement réservé existant.

2.2.7. ESPACES BOISES CLASSES (EBC)

Les Espaces Boisés Classés (EBC) constituent une catégorie particulière d'espaces boisés protégés par le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme. Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Lorsqu'une surface d'un Espace Boisé Classé se trouve incluse dans le périmètre d'un emplacement réservé, celle-ci doit donc être déclassée. Le plan de zonage du PLU est alors à mettre à jour en conséquence, ainsi que la liste des emplacements réservés.

2.2.8. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

Les servitudes d'utilité publique sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique. Les SUP s'imposent aux documents d'urbanisme. Le code de l'urbanisme distingue 4 catégories (articles L151-43 et R151-51):

- Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine : patrimoine naturel, culturel et sportif ;
- Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements : énergie, mines et carrières, canalisations, communications, télécommunications ;
- Les servitudes relatives à la défense nationale ;
- Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique.

2.2.9. CONCLUSION

Au terme de la procédure, la Déclaration d'Utilité Publique emporte approbation des nouvelles dispositions du PLUi.

3. OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLUI DU GRAND POITIERS

Lorsque les dispositions du PLU/PLUi d'une commune traversée ne permettent pas la réalisation d'une opération déclarée d'utilité publique, elles doivent être revues pour être mises en compatibilité avec celle-ci.

De fait, la mise en compatibilité d'un PLU/PLUi a pour seul objet de permettre la réalisation de l'opération dont la déclaration d'utilité publique est envisagée. S'agissant d'un équipement public d'infrastructure, elle peut se traduire par la création d'un emplacement réservé dans les zones intéressées par le projet ou par la modification de l'emplacement réservé existant, et par une adaptation en conséquence de toutes les dispositions concernées par l'inscription dans les documents d'urbanisme de l'opération en question.

Cette mise en compatibilité peut également avoir pour effet de déclasser certains Espaces Boisés Classés à l'intérieur des emplacements réservés pour le projet, afin de permettre les opérations de défrichement nécessaires.

Le PLUi du Grand Poitiers (12 communes dont Croutelle et Fontaine-le-Comte), aujourd'hui en vigueur, a été approuvé le 26 juin 2013. Il a depuis fait l'objet de plusieurs évolutions (*source : http://www.grandpoitiers.fr, Octobre 2020*) :

Modifications :

- Modification M1-R5 du PLU approuvée le 14 décembre 2012 ;
- Modification M2-R5 du PLU approuvée le 25 juin 2015 ;
- Modification M3-R5 du PLU approuvée le 23 septembre 2016 ;
- Modification simplifiée MS1-R5 approuvée le 27/09/2019.

Mise en compatibilité :

- MEC1-R5 du 16 novembre 2012 approuvant la mise en compatibilité du PLU relative à la déclaration de projet de la Ligne à Grande Vitesse Sud-Europe-Atlantique ;
- MEC2-R5 consécutive à l'arrêté préfectoral du 15/11/2017 approuvant la déclaration de projet ;
- MEC3-R5 ;
- MEC4-R5 approuvée le 27/09/2019.

Mises à jour :

- MAJ1-R5 du 29 novembre 2012 relative à la modification simplifiée du Plan de Prévention des Risques Naturels de la Vallée du Clain ;
- MAJ2-R5 du 22 janvier 2014 relative à l'approbation préfectoral du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (secteur sauvegardé) sur le centre-ville de Poitiers ;
- MAJ3-R5 du 21 octobre 2014 relative à la suppression de l'arrêté préfectoral de mise à l'étude d'itinéraire de déviation sur la RN147 à Mignaloux-Beauvoir ;
- MAJ4-R5 du 6 juillet 2015 relative au périmètre de protection adapté au titre de l'inscription au monument historique de l'église Sainte-Thérèse Sainte-Croix sur Poitiers ;
- MAJ5-R5 du 23 novembre 2015 en application des arrêtés préfectoraux relatifs au classement des infrastructures de transports terrestres du département de la Vienne (isolement acoustique des bâtiments d'habitation affectés par le bruit) et au volet inondation du Plan de Prévention des Risques Naturels de la Vallée du Clain ;
- MAJ6-R5 du 28 novembre 2015 relative aux servitudes d'utilité publique annexées au PLUi : canalisations de transport de gaz (I3) et aux alignements (EL7) ;
- MAJ7-R5 du 30 mai 2018 relative aux servitudes d'utilité publique annexée au PLUi : Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels de la Vallée du Clain - volet inondation et volet mouvement de terrain ;
- MAJ8-R5 du 16 juillet 2019 relative aux servitudes d'utilité publique (AC2, AS1, EL7 et I3), des annexes environnementales, des projets urbains partenariaux, des zones d'aménagement concerté et des secteurs d'information sur les sols ;
- MAJ9-R5 du 30 septembre 2019 relative aux zones d'aménagement concerté.

Révision :

- Révision R6 du PLUi de Grand Poitiers engagée par délibération du Conseil communautaire de Grand Poitiers du 29 juin 2015.

Le projet concerne les zones et règlements suivants :

- UE : **zone urbaine** à vocation économique ;
- UEpl : **zone urbaine** à vocation économique consacrée aux parcs de loisirs et activités qui y sont liées ;
- UEn : sous secteur d'UEpl correspondant aux terrains dépourvus d'assainissement collectif ;
- N1 : **zone naturelle** et forestière stricte.

Le projet n'intercepte pas d'espace boisé classé.

Le projet intercepte l'emplacement réservé n°11 intitulé « Elargissement de la RN10 », d'une surface de 43 781 m² (sur la commune de Fontaine-le-Comte).

La compatibilité du projet avec les pièces du PLUi est analysée dans la partie suivante.

- Arrêté de M. le Président de Grand Poitiers portant sur la mise à jour du PLU (MAJ6-R5) du 28 novembre 2015 - Mise à jour des servitudes d'utilité publique annexées au PLUi relatives aux canalisations de transport de gaz (I3) et aux alignements (EL7)
- Arrêté de M. le Président de Grand Poitiers portant sur la mise à jour du PLU (MAJ7-R5) du 30 mai 2018 - Mise à jour des servitudes d'utiulité publique annexée au PLUi relatives aux Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels de la Vallée du Clain - volet inondation et volet mouvement de terrain
- Arrêté de M. le Président de Grand Poitiers portant sur la mise à jour du PLU (MAJ8-R5) du 16 juillet 2019 - Mise à jour des servitudes d'utilité publique (AC2, AS1, EL7 et I3), des annexes environnementales, des projets urbains partenariaux, des zones d'aménagement concerté et des secteurs d'information sur les sols
- Arrêté de M. le Président de Grand Poitiers portant sur la mise à jour du PLU (MAJ9-R5) du 30 septembre 2019 - Mise à jour des zones d'aménagement concerté

4. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLUI DU GRAND POITIERS

4.1. ANALYSE DU RAPPORT DE PRESENTATION

Au sein du rapport de présentation, dans le Volume 3 – explication et justification du projet communautaire, les surfaces d'EBC (totales et par communes) sont évoquées à plusieurs reprises (sous parties VIC.3 ; VIC.4). Etant donné que le projet n'impacte pas d'EBC il n'est pas nécessaire de mettre à jour les informations dans le rapport de présentation.

La mise en compatibilité du projet avec le rapport de présentation (surface totale d'EBC) n'est donc pas nécessaire.

4.2. ANALYSE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Le tableau suivant présente les orientations qui concernent le secteur de projet. Les autres thématiques ne concernent donc pas le projet.

Chapitre	Sous-chapitre	Mise en sécurité de la RN10
II. Des ambitions pour le territoire	**B.** Affirmer le rôle de capitale régionale au cœur du centre Ouest	Le projet contribue à l'amélioration de la circulation et de la sécurisation d'une liaison régionale mais également à la desserte locale.
III. Les lignes directrices de l'aménagement et du développement.	**B « Faciliter l'implantation des entreprises ».** Le projet dessert la zone d'activité de Fontaine-le-Comte qui porte des pôles majeurs spécialisés économie, recherche ou commerce.	Le projet, par la mise à 2x2 voies et l'aménagement de l'échangeur de Croutelle-Ligugé permettra une sécurisation mais également une amélioration des conditions de circulation des usagers bénéficiant à la desserte des entreprises.
	D « Vivre dans un environnement de qualité articulant la nature et l'urbanité ». Le projet se situe au sud du cours d'eau de la Feuillante, identifié comme vallée humide constituant un corridor écologique.	Le projet, à travers sa mise aux normes environnementales favorise : – le bon état des eaux via des dispositifs de traitement des eaux pluviales en phase chantier et en phase de fonctionnement (assainissement séparatif); – le maintien des échanges et des fonctionnalités biologiques (périodes de travaux adaptées, réduction des emprises chantier, mise en place d'une gestion écologique sur les délaissés, grillage à faune, renforcement du maillage de haies…)
	E. Préserver et créer des paysages urbains et naturels de qualité. Le projet se situe sur une entrée de ville du sud de l'agglomération. Celle-ci est caractérisée par un bâti de zone d'activités.	Le projet prévoit la plantation de haies le long des bretelles de l'échangeur. Cette mesure bénéficie en premier lieu à la faune, mais contribue également à la qualité paysagère de l'aménagement. Ces haies seront denses (2 lignes), stratifiées et composées d'essences variées et locales. De plus, les surfaces temporairement mobilisées pour les travaux seront remises en état.
IV. L'organisation du territoire et son renouvellement	**B. Des pôles de centralité à trois niveaux.** La zone de projet se situe dans un pôle majeur spécialisé et à proximité du pôle de proximité de Fontaine-le-Comte.	Le projet contribue à l'amélioration et à la sécurisation des conditions de circulation, contribuant ainsi à une meilleure desserte locale et fluidité du trafic.
	E. Un renouvellement urbain prenant en compte l'identité du territoire. Le renouvellement urbain est lié à la notion d'intensité urbaine.	Le projet contribue à l'amélioration et à la sécurisation des conditions de circulation, contribuant ainsi à une meilleure desserte locale et fluidité du trafic. C'est un facteur important compte tenu des objectifs d'intensification du secteur. De plus, le projet tient compte du patrimoine présent ou potentiel, en localisant les travaux en dehors des zones identifiées au titre du patrimoine bâti et archéologique.
	G. La gestion des déchets et des réseaux d'eau.	En phase travaux, des mesures sont prévues pour éviter les risques de pollutions accidentelles des eaux et sol, à travers la gestion des eaux de ruissellement et des déchets. En phase de fonctionnement, le système de gestion des eaux pluviales prévu par le projet permet de renouveler et améliorer l'existant. Les effets induits sont à la fois quantitatifs (gestion du débit de ruissellement des eaux pluviales) et qualitatifs (préservation de la ressource en eau et diminution des nuisances et des impacts sur les milieux).
V. La qualité des projets urbains et des constructions	**B. Les devoirs des constructeurs et des aménageurs**. Le projet est concerné, compte tenu de sa nature par : – la protection de la ressource en eau – Des espaces publics ou collectifs de qualité et protégeant les plus fragiles – La prise en compte des vestiges archéologiques et du patrimoine – La prise en compte du contexte urbain.	– Cf. sous-thème précédent. – Le projet est conçu de façon à s'intégrer au contexte, notamment via de nombreux aménagements paysagers végétalisés. – le projet tient compte du patrimoine présent ou potentiel, en localisant les travaux en dehors des zones identifiées au titre du patrimoine bâti et archéologique. – Le projet, via les nombreux aménagements paysagers végétalisés prévus doit contribuer à améliorer la qualité de cette entrée de ville.

Le projet de mise aux normes environnementales et de sécurisation de la RN10 ne remet donc pas en cause l'économie générale du PADD du PLUi du Grand Poitiers.

4.3. ANALYSE DU REGLEMENT

Le projet concerne les zones et règlements suivants :

- **UE** : zone à vocation économique. Deux des secteurs de la zone sont plus précisément concernés :
  - **UEpl** : consacré aux parcs de loisirs et activités qui y sont liées ;
  - **UEn** : correspondant aux terrains dépourvus d'assainissement collectif ;
- **N1** : zone naturelle et forestière stricte.

Le règlement de la zone UE (et donc des secteurs UEpl et UEn) est compatible avec le projet. En effet, les affouillements et exhaussements de sol soumis à autorisation, la réalisation de clôture et d'aménagements paysagers ne sont pas interdits par l'article 1 et ne sont pas soumis à conditions particulières de l'article 2. Dès lors, ils peuvent être réalisés au regard de l'instruction des procédures définissant leurs modalités de réalisation. Par conséquent, les articles de la zone UE n'ont pas à évoluer dans le cadre de la mise en compatibilité.

Le projet n'intercepte pas d'espace boisé classé.

La mise en compatibilité du PLUi nécessite la modification du règlement : seul l'article n°2 de la zone N1 est concerné par la mise en compatibilité. Le reste du règlement du PLUi demeure inchangé.

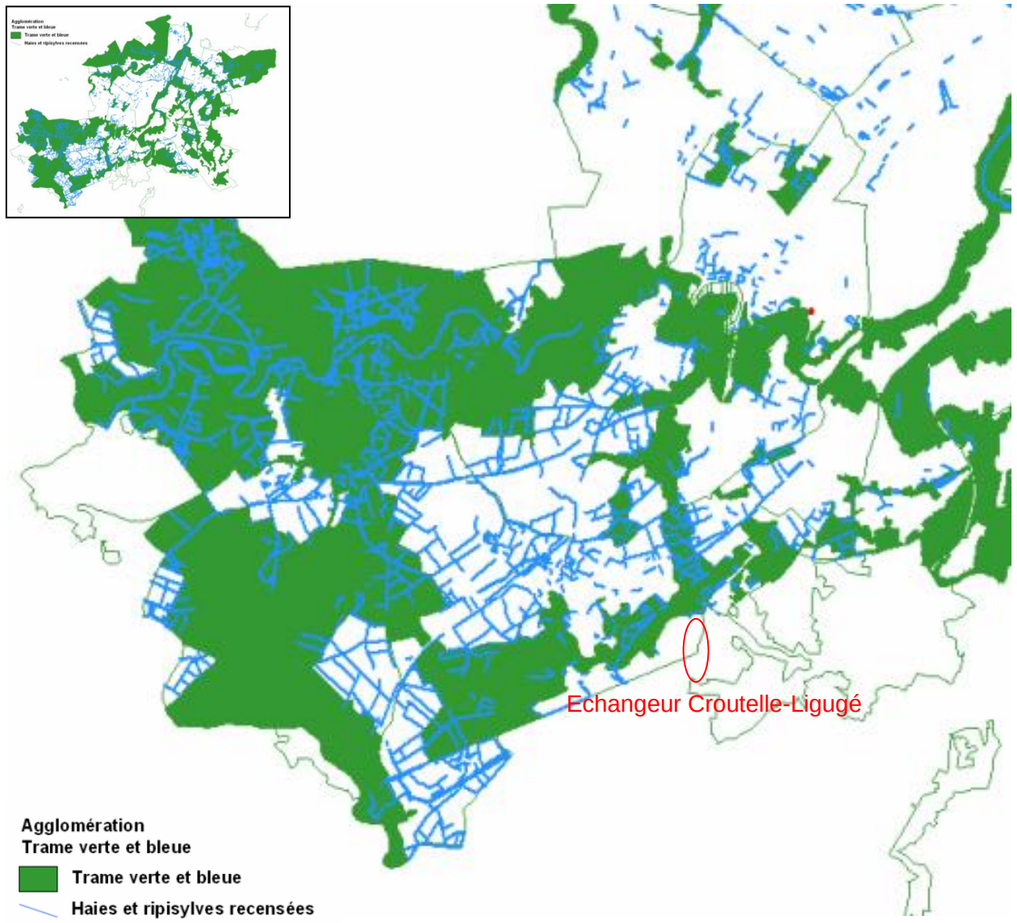
4.4. ANALYSE DES OAP

Pour les deux communes concernées par le projet (Croutelle et Fontaine-le-comte), il n'y a pas de zone 1AU à proximité directe du projet. La compatibilité du projet s'effectue donc avec les Orientations d'aménagement Territoriales par commune, qui sont résumées dans le tableau suivant :

	Croutelle	Fontaine-le-comte	Mise en sécurité de la RN10
Patrimoine naturel	Le 2nd objectif est de préserver tous les éléments qui participent à faire de Croutelle un trait d'union vert entre les vallées du Clain et de la Boivre. Cette politique s'inscrivant à l'échelle du Sud de l'agglomération, il s'agit de s'assurer que les continuités écologiques soient respectées et que toute action de renouvellement ou d'aménagement les favorise par une réflexion d'ensemble. En particulier, des liens avec la vallée depuis les plateaux du Nord Est et la ceinture verte de Fontaine-le-Comte sont à renforcer pour mailler le territoire. Enfin, tout projet à proximité des infrastructures sources de nuisances devra être accompagné d'éléments de protection.	Fontaine-le-Comte propose un cadre de vie de haute qualité paysagère. Afin de contribuer à sa politique d'ancrage de la nature en ville, une large place devra être faite au végétal dans chaque projet. Toute action de renouvellement ou d'aménagement doit favoriser le maillage en espaces naturels, mettre en place des continuités écologiques et accompagner la diffusion territoriale de la biodiversité, notamment dans les espaces non bâtis au cœur du tissu urbain.	Le projet, à travers sa mise aux normes environnementales favorise le maintien des échanges et des fonctionnalités biologiques (périodes de travaux adaptées, réduction des emprises chantier, mise en place d'une gestion écologique sur les délaissés, grillage à faune, renforcement du maillage de haies…). Le projet prévoit la plantation de haies le long des bretelles de l'échangeur. Cette mesure bénéficie donc en premier lieu à la faune, mais contribue également à la qualité et à l'insertion paysagère de l'aménagement. Ces haies seront denses (2 lignes), stratifiées et composées d'essences variées et locales. De plus, les surfaces temporairement mobilisées pour les travaux seront remises en état.
Les façades d'agglomération	Ainsi, pour les espaces situés au Sud de l'échangeur autoroutier, il faut affirmer la présence du végétal et tout aménagement devra s'accompagner d'une plus-value paysagère. C'est pourquoi de nombreux espaces boisés et naturels sont classés au titre du PLU le long de la RD910 et de la bretelle de l'autoroute.	Tout projet doit contribuer à améliorer la perception de l'agglomération en particulier quand il borde des espaces urbains. Pour l'A10 et la RD611, il convient d'affirmer la présence végétale et d'améliorer l'esthétique paysagère des secteurs traversés. En matière de paysage dans les espaces hors agglomération, il s'agit de proposer un paysagement de qualité, privilégiant des bandes végétales étoffés et boisés renvoyant une image de qualité.	Le projet prévoit la plantation de haies le long des bretelles de l'échangeur. Cette mesure bénéficie en premier lieu à la faune, mais contribue également à la qualité paysagère de l'aménagement. Ces haies seront denses (2 lignes), stratifiées et composées d'essences variées et locales. De plus, les surfaces temporairement mobilisées pour les travaux seront remises en état

Concernant l'orientation d'aménagement Paysage et biodiversité (à l'échelle de l'ensemble du Grand Poitiers). L'échangeur Croutelle-Ligugé est localisé sur l'extrait de la carte de la Trame Verte et Bleue, sur la figure suivante. Le projet se situe en dehors des zones identifiées par la trame verte et bleue. La création de haies prévues dans le projet peut contribuer à la (re)constitution d'une trame dans le secteur.

Les linéaires de haies prévus dans le cadre du projet vont dans le sens des aménagements et plantations de haies préconisés par l'OAP (essences locales, multi-strates avec bande enherbée).



Le projet de mise aux normes environnementales et de sécurisation de la RN10 ne remet donc pas en cause les OAP du PLUi du Grand Poitiers. La traduction des OAP porte notamment sur la mise en place d'aménagements paysagers végétalisés en accompagnement du projet.

4.5. ANALYSE DES EMPLACEMENTS RESERVES (ER)

La liste des emplacements réservés inscrits au PLUi du Grand Poitiers n'est pas compatible avec le projet.

Le projet intercepte l'emplacement réservé n°11 intitulé « Elargissement de la RN 10 », d'une surface de 43 781 m² sur la commune de Fontaine-le-Comte. Cet emplacement correspond pour partie au présent projet.

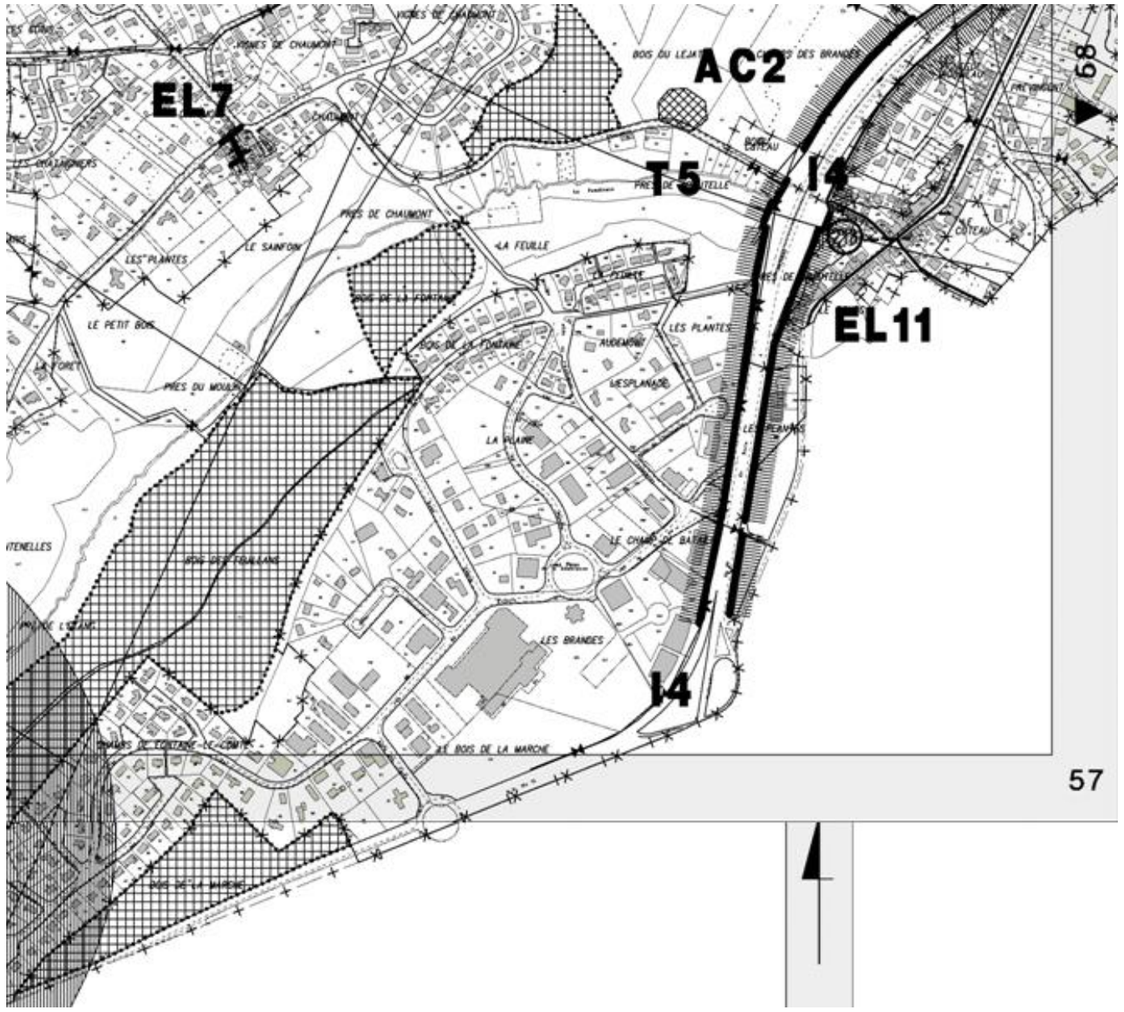
La mise en compatibilité du PLUi du Grand Poitiers dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique du projet de mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10 consiste par conséquent à mettre à jour cet emplacement réservé n°11 dans la liste des ER existants.

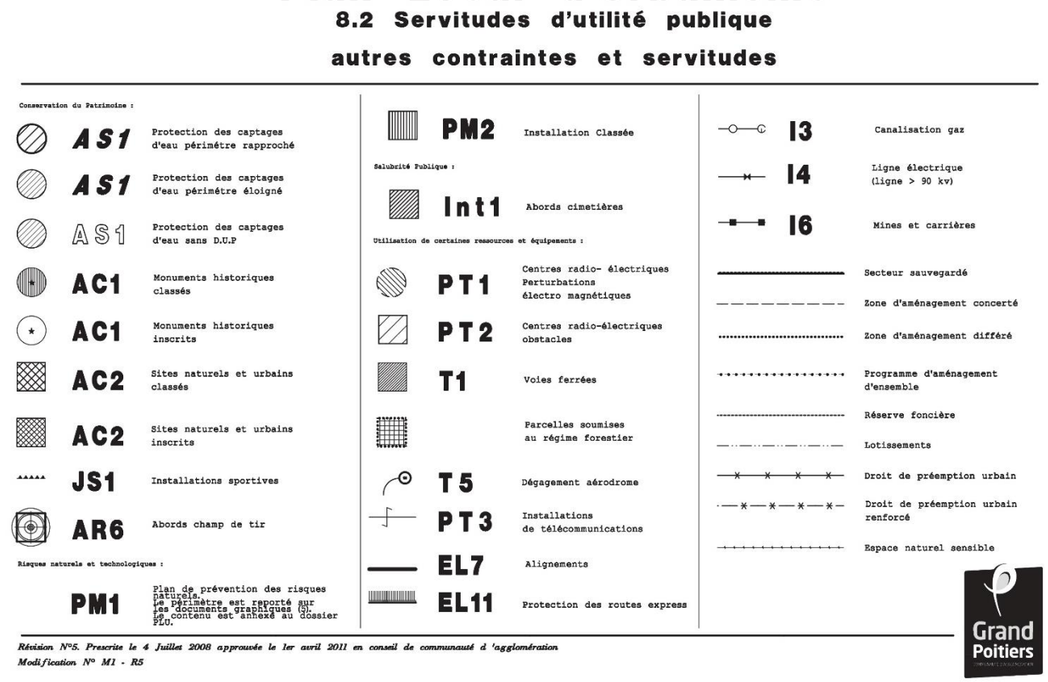
4.6. ANALYSE DES ESPACES BOISES CLASSES (EBC)

Le projet n'intercepte pas d'espace boisé classé.

4.7. SITUATION DU PROJET VIS-A-VIS DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

La figure ci-après présente l'extrait du plan des servitudes d'utilité publique du PLUi du Grand Poitiers au niveau de la zone de projet.





Les servitudes d'utilité publique affectant l'emprise du projet sont les suivantes :

- EL 11 : Protection des routes express. Cette servitude est « *relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomérations* » ;
- I4 : Ligne électrique (ligne > 90 Kv) ;
- Droit de préemption urbain.

Le projet respectera les dispositions induites par ces servitudes qui ne remettent pas en cause par ailleurs la mise en œuvre du projet tel qu'il est prévu.

4.8. CONCLUSION SUR LA COMPATIBILITE

Le projet est implanté sur les communes de Croutelle et de Fontaine-le-Comte. Seuls le règlement (zone N1, article n°2), le plan de zonage et la liste des emplacements réservés du document d'urbanisme de Fontaine-le-Comte doivent être mis en compatibilité.

5. MISE EN COMPATIBILITE DU PLUI GRAND POITIERS

Dans un premier temps les dispositions actuelles du PLUi sont présentées, puis en suivant les dispositions modifiées. Les modifications portent sur le règlement, le plan de zonage et la liste des emplacements réservés. Les modifications sont indiquées en rouge gras sur fond gris.

5.1. REGLEMENT

La mise en compatibilité du règlement du PLUi porte sur la modification de la zone N1, plus précisément de l'article n°2. Le reste du règlement écrit du PLUi demeure inchangé.

5.1.1. REGLEMENT DE LA ZONE NATURELLE ET FORESTIERE STRICTE N1

5.1.1.1. PLUI ACTUEL

La zone naturelle et forestière, est composée de territoires à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N1 se distingue par la volonté affichée de lui apporter la protection la plus complète possible.

ARTICLE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, installations et mode d'occupation du sol de toute nature sont interdits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 2 et des suivants :

- Les constructions, installations et mode d'occupation du sol de toute nature nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- Les aires publiques d'accueil des gens du voyage, ainsi que les constructions destinées à leurs services communs.
- Les équipements publics et cimetières.

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES (MODIFICATION M1-R5)

La construction doit être implantée de telle sorte qu'elle ne soit pas inondée ni en cas de débordement des eaux de la chaussée, ni par les eaux de ruissellement.

Les remblais, hors ceux constitués de déchets non inertes, sont autorisés lorsqu'ils sont nécessaires aux constructions, installations et modes d'occupation du sol autorisés au présent article, et qu'ils ne gênent pas l'écoulement des eaux.

La reconstruction après sinistre est autorisée dans la limite de la surface de plancher et de l'emprise au sol préexistantes d'un bâtiment détruit, sauf à usage industriel.

Les affouillements et exhaussements du sol soumis à autorisation liés au traitement des eaux pluviales, ainsi que ceux imposés par la réalisation des aménagements nécessaires au fonctionnement des infrastructures ferroviaires sont autorisés.

Les ouvrages et constructions nécessaires à la pisciculture et les retenues collinaires destinées à l'irrigation sont autorisés.

Les clôtures sont autorisées sous réserve d'être compatibles avec le paysage.

Les constructions situées dans un talweg sont autorisées à condition d'être implantées de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Les constructions, dans une bande de 10 mètres à partir de la limite (telle que figurant sur le cadastre) des rivières (le Clain, la Boivre, l'Auxance, le Miosson ou la Feuillante), ne sont autorisées que s'il s'est avéré impossible de les réaliser ailleurs.

5.1.1.2. PLUI APRES MISE EN COMPATIBILITE

La zone naturelle et forestière, est composée de territoires à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N1 se distingue par la volonté affichée de lui apporter la protection la plus complète possible.

ARTICLE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, installations et mode d'occupation du sol de toute nature sont interdits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 2 et des suivants :

- Les constructions, installations et mode d'occupation du sol de toute nature nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
- Les aires publiques d'accueil des gens du voyage, ainsi que les constructions destinées à leurs services communs ;
- Les équipements publics et cimetières.

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES (MODIFICATION M1-R5)

La construction doit être implantée de telle sorte qu'elle ne soit pas inondée ni en cas de débordement des eaux de la chaussée, ni par les eaux de ruissellement.

Les remblais, hors ceux constitués de déchets non inertes, sont autorisés lorsqu'ils sont nécessaires aux constructions, installations et modes d'occupation du sol autorisés au présent article, et qu'ils ne gênent pas l'écoulement des eaux.

La reconstruction après sinistre est autorisée dans la limite de la surface de plancher et de l'emprise au sol préexistantes d'un bâtiment détruit, sauf à usage industriel.

Les affouillements et exhaussements du sol soumis à autorisation liés au traitement des eaux pluviales, ainsi que ceux imposés par la réalisation des aménagements nécessaires au fonctionnement des infrastructures ferroviaires ainsi que ceux imposés pour la réalisation des aménagements liés à la RN10 sont autorisés.

Les ouvrages et constructions nécessaires à la pisciculture et les retenues collinaires destinées à l'irrigation sont autorisés.

Les clôtures sont autorisées sous réserve d'être compatibles avec le paysage.

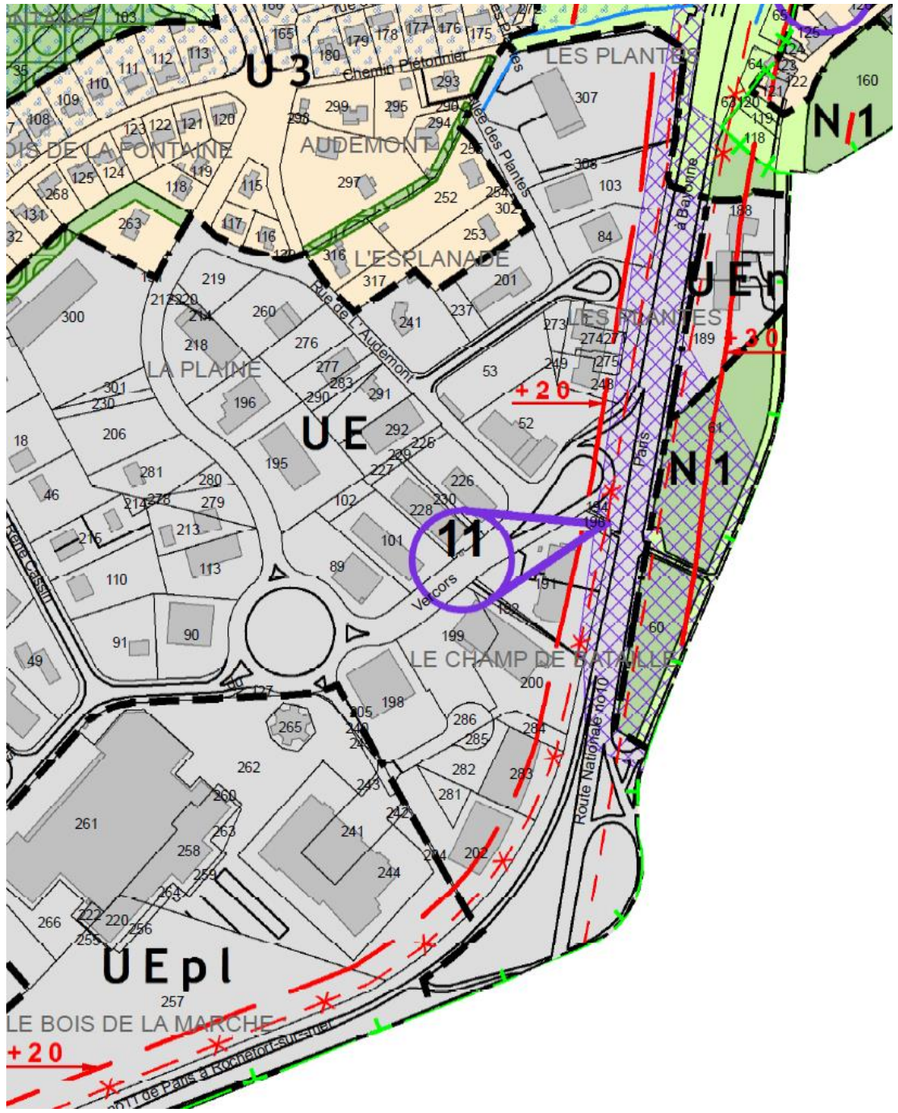
Les constructions situées dans un talweg sont autorisées à condition d'être implantées de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Les constructions, dans une bande de 10 mètres à partir de la limite (telle que figurant sur le cadastre) des rivières (le Clain, la Boivre, l'Auxance, le Miosson ou la Feuillante), ne sont autorisées que s'il s'est avéré impossible de les réaliser ailleurs.

5.2. ZONAGE

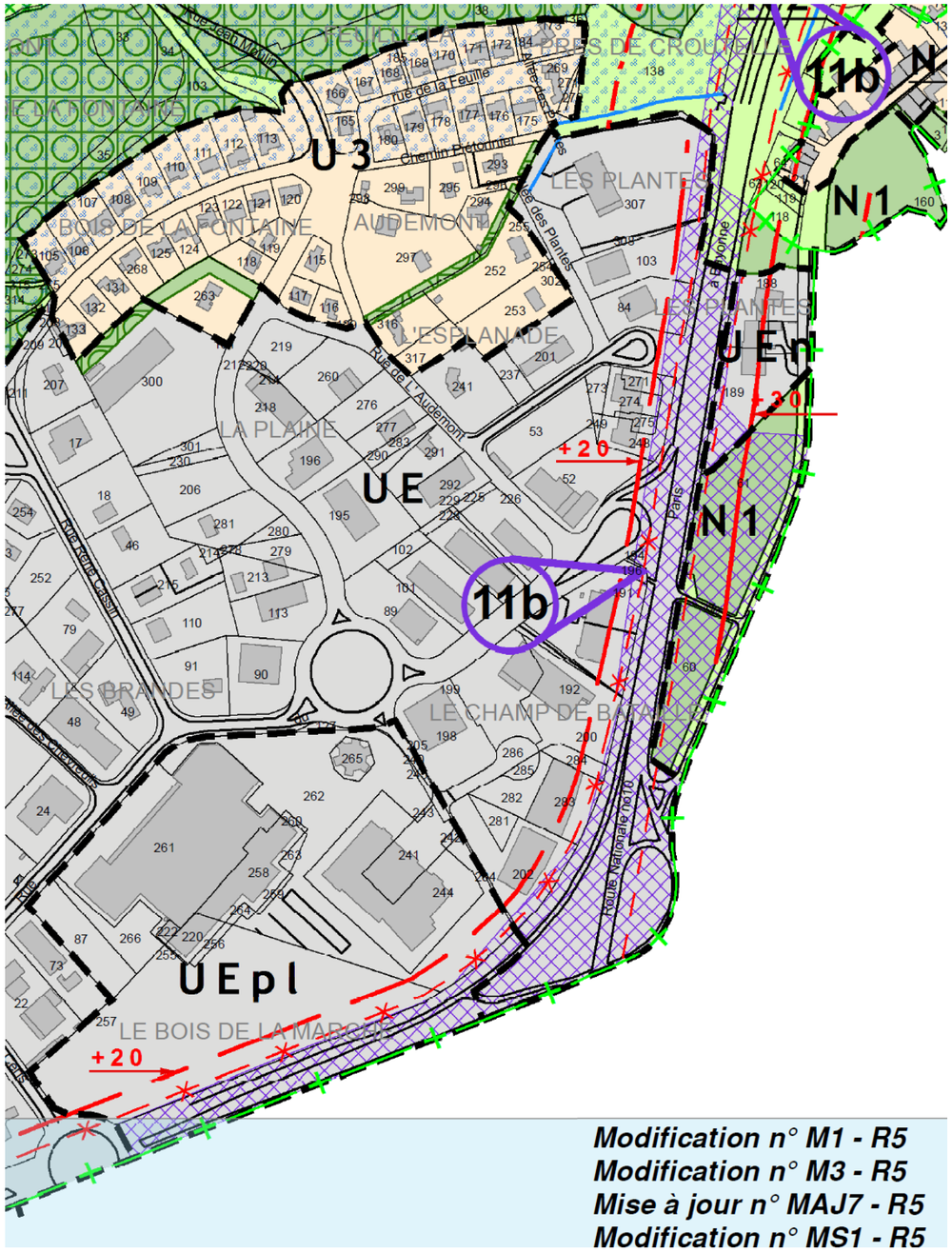
La planche graphique de zonage n°57 est modifiée afin de tenir compte de la modification de l'emplacement réservé n°11. Un extrait de la planche actuelle et de la planche modifiée sont présentés ci-après.

5.2.1. PLUI ACTUEL

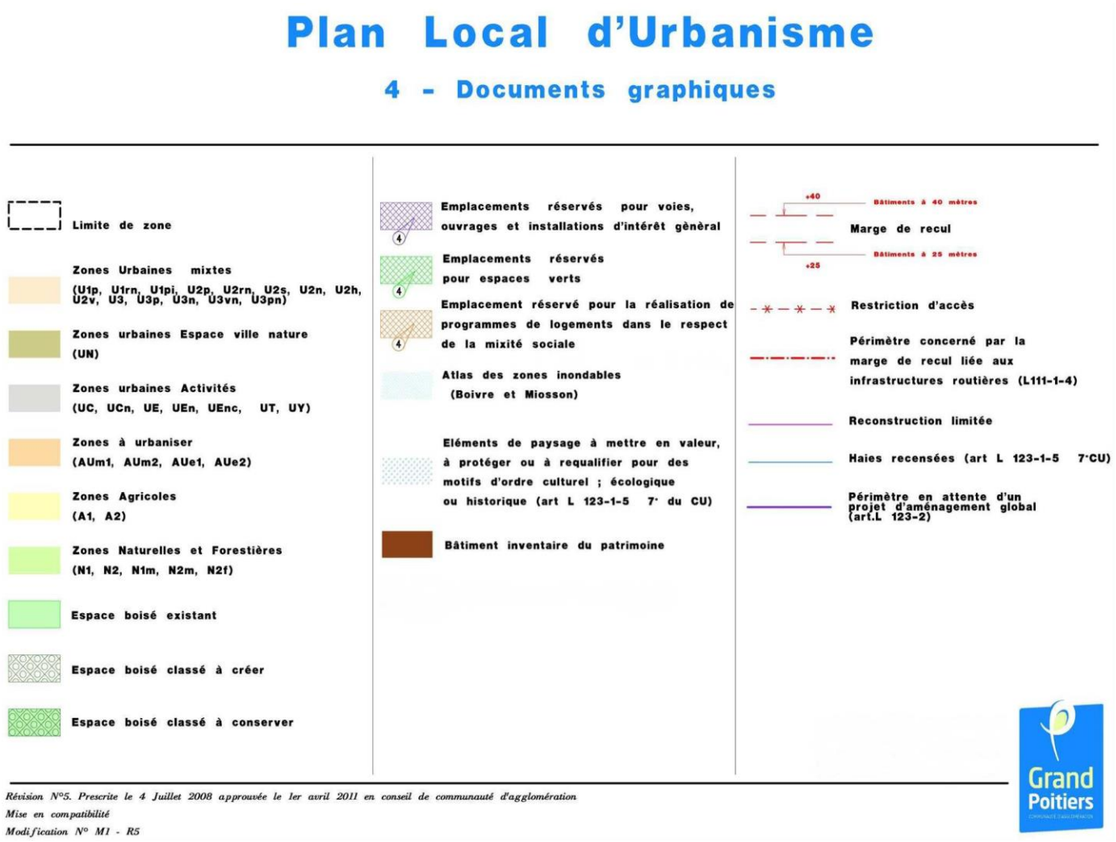


PLUi du Grand Poitiers actuel au niveau de la zone de projet

5.2.2. PLUI APRES MISE EN COMPATIBILITE



PLUi du Grand Poitiers modifié



5.3. LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

Le projet intercepte l'emplacement réservé n°11 intitulé « Elargissement de la RN 10 » d'une surface de 43 781 m² sur la commune de Fontaine-le-Comte. Cet emplacement correspond pour partie au présent projet. Il doit être mis à jour.

5.3.1. PLUI ACTUEL

La liste initiale des emplacements réservés du Grand Poitiers (commune de Fontaine-le-Comte) est la suivante :

Commune de Fontaine-Le-Comte

N°	Adresse	Destination	Superficie en m²	Bénéficiaire
4	Route de Poitiers	Voie d'accès à une zone AU	573	Commune
11	RN 10	Elargissement de la RN 10	43 781	Etat
20	RD87	Elargissement RD 87	2 419	Département
21	RD 87c	Elargissement RD 87 c	8 383	Département
50	VC 19 – RD 3	Aménagement carrefour	523	Commune
60	Rue de Haute Fontaine	Elargissement de voie	227	Commune
61	VC 2	Elargissement VC 2	10 586	Commune
62	Rue de la Vallée	Elargissement rue de la vallée	1 323	Commune
63	La Feuillante	Aménagement d'espace public pour la protection et la mise en valeur de la vallée de la Feuillante	186 979	Commune
67	Abbaye	Aménagement abords Abbaye	5 147	Commune
69	Abbaye	Embellissement et restauration du site abbatial	5 576	Commune
70	RD 87c	Evacuation des EP de la RD 87c	3 308	Département
75	A 10	Création d'espaces verts en accompagnement du chemin rural	29 954	Commune

5.3.2. PLUI APRES MISE EN COMPATIBILITE

La liste des emplacements réservés du Grand Poitiers (commune de Fontaine-le-Comte) modifiée est donnée ci-contre.

Ainsi, l'emplacement réservé n°11 intitulé « Elargissement de la RN 10 » devient le numéro 11a, pour une surface de 19 729 m² et reste « Elargissement de la RN 10 » et l'emplacement réservé créé pour la réalisation du projet devient le numéro 11b, d'une surface de 50 731 m² avec pour destination « Création d'un échangeur ».

Commune de Fontaine-Le-Comte

N°	Adresse	Destination	Superficie en m²	Bénéficiaire
4	Route de Poitiers	Voie d'accès à une zone AU	573	Commune
11a	RN 10	Elargissement de la RN 10	19 729	Etat
11b	RN 10 / RD611	Création d'un échangeur	50 731	Etat
20	RD87	Elargissement RD 87	2 419	Département
21	RD 87c	Elargissement RD 87 c	8 383	Département
50	VC 19 – RD 3	Aménagement carrefour	523	Commune
60	Rue de Haute Fontaine	Elargissement de voie	227	Commune
61	VC 2	Elargissement VC 2	10 586	Commune
62	Rue de la Vallée	Elargissement rue de la vallée	1 323	Commune
63	La Feuillante	Aménagement d'espace public pour la protection et la mise en valeur de la vallée de la Feuillante	186 979	Commune
67	Abbaye	Aménagement abords Abbaye	5 147	Commune
69	Abbaye	Embellissement et restauration du site abbatial	5 576	Commune
70	RD 87c	Evacuation des EP de la RD 87c	3 308	Département
75	A 10	Création d'espaces verts en accompagnement du chemin rural	29 954	Commune

6. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

6.1. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS DE GESTION/CONSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU

6.1.1. LE SDAGE LOIRE/BRETAGNE

Issu de la loi sur l'eau de 1992, le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, décliné sur le bassin hydrographique Loire-Bretagne, fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée des ressources en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau. Ce document d'orientation à portée juridique s'impose aux décisions de l'Etat en matière de police des eaux, notamment des déclarations d'autorisations administratives (rejets, urbanisme...) ; de même qu'il s'impose aux décisions des collectivités, établissements publics ou autres usagers en matière de programme pour l'eau.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le SDAGE pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre 2015 approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures. Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et des objectifs associés aux zones protégées (baignade, conchyliculture).

Le SDAGE répond à quatre principales interrogations :

- Qualité des eaux : que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ?
- Milieux aquatiques : comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer ?
- Quantité disponible : comment partager la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ?
- Organisation et gestion : comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ?

Pour se faire, le SDAGE s'organise autour de 14 chapitres qui définissent les grandes orientations et des dispositions à caractère juridique pour la gestion de l'eau. Le tableau suivant fait état de la compatibilité du projet avec le SDAGE.

Orientations du SDAGE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Repenser les aménagements de cours d'eau	Non concerné (Evitement de l'ensemble du réseau hydrographique)	Oui
Réduire la pollution par les nitrates	Non concerné	/
Réduire la pollution organique et bactériologique	Non concerné	/
Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides	Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions. Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales	Oui
Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et indirectement une préservation de la ressource en eau.	Oui
Maîtriser les prélèvements d'eau	Non concerné (Il n'est pas prévu de prélèvement d'eau dans le cadre du projet)	Oui
Préserver les zones humides	Les zones humides identifiées sont évitées. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau et les zones humides. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Préserver la biodiversité aquatique	Les zones humides et le réseau hydrographique sont évités. La biodiversité aquatique est ainsi préservée. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau et les zones humides. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits	Oui

Orientations du SDAGE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
	Phytosanitaires » 2014	
Préserver le littoral	Non concerné	/
Préserver les têtes de bassin versant	Les zones humides et le réseau hydrographique sont évités La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014 Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions.	Oui
Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Non concerné	/
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Non concerné	/
Informer, sensibiliser, favoriser les échanges	Non concerné	/

Le projet est donc compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

6.1.2. LE SAGE CLAIN

Le territoire de projet est concerné par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Clain. Ce dernier est porté par l'établissement public territorial de Bassin (EPTB) Vienne depuis avril 2019 et est en cours d'élaboration.

Le SAGE Clain draine un bassin versant de 2 882 km². Il parcourt 125 km de sa source sur la commune de Hiesse (16) à sa confluence avec la Vienne à Cenon-sur-Vienne (86). Le diagnostic a été validé par le Commission Locale de l'Eau le 12 novembre 2012 et fait état des 6 enjeux suivants, déclinés en 12 objectifs :

- Alimentation en eau potable (enjeu majeur)
- Gestion quantitative de la ressource
- Gestion qualitative de la ressource
- Fonctionnalités et caractère patrimonial des milieux aquatiques
- Gestion des crues et des risques associés
- Gouvernance de la gestion intégrée de l'eau (enjeu transversal)

Le tableau suivant fait état de la compatibilité du projet avec le SAGE Clain :

Objectifs du SAGE Clain	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Sécurisation de l'AEP	Le projet n'est pas situé au sein de périmètre de protection de captage.	Oui
Réduction de la pollution par les nitrates et les pesticides	Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Réduction de la pollution organique	Non concerné	/
Maîtrise de la pollution par les substances dangereuses	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions. Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales	Oui
Partage de la ressource et atteinte de l'équilibre entre besoins et ressources	Non concerné	/
Réduction de l'aléa inondation et de la vulnérabilité des biens et des personnes	La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une gestion des eaux de ruissellement et contribue indirectement à la réduction de l'aléa inondation	Oui
Restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Non concerné (Evitement de l'ensemble du réseau hydrographique)	Oui
Restauration, préservation et gestion des zones humides et des têtes de bassin versant pour maintenir leurs fonctionnalités	Les zones humides et le réseau hydrographique sont évités La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui

Objectifs du SAGE Clain	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
	Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions.	
Réduction de l'impact des plans d'eau, notamment en tête de bassin versant	Non concerné	/
Pérennisation du portage du SAGE, coordination et appui à la mise en oeuvre des actions du SAGE	Non concerné	/
Sensibilisation et information des acteurs de l'eau et des citoyens	Non concerné	/
Maîtrise des coûts de la gestion de l'eau	Non concerné	/

Le projet est donc compatible avec le SAGE Clain.

6.1.3. LE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS – PPRI

Au sein de l'aire d'étude, seule la commune de Ligugé est couverte par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la vallée du Clain. Approuvé le 1er septembre 2015, il traite du risque inondation.

Le projet est toutefois en dehors des zones inondables cartographiées au sein du PPRI. De plus, les aménagements projetés ne sont pas de nature à aggraver ou à constituer un facteur de risque d'inondation. Les gestions des eaux pluviales contribuent à réduire indirectement les facteurs de risque d'aggravation du risque inondation.

Le projet est donc compatible avec le PPRI.

6.2. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT ET LES MILIEUX NATURELS

6.2.1. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE - SRCE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes a été adopté par arrêté préfectoral de Mme la Préfète de Région le 3 novembre 2015.

La RN 10 est identifiée, au niveau régional, comme un des principaux risques de fragmentation. Le tronçon étudié et les secteurs de projet ne sont pas présents au sein de réservoirs de biodiversité ou de continuités écologiques d'intérêt régional. Un axe Est-Ouest matérialise, à l'échelle du Poitou-Charentes, un « fort besoin de continuités », perpendiculairement à la RN10. Ceci constitue le seul enjeu régional du SRCE sur la zone d'étude

Les aménagements projetés ne sont pas de nature à accentuer le caractère fragmentant déjà existant de la RN10. La mise en place de mesures (gestion des dépendances vertes, aménagements paysagers, plantations de haies…) est de nature à contribuer localement à favoriser la transparence de la RN 10.

Le projet est donc compatible avec le SRCE.

6.2.2. SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE - SRCAE

Le SRCAE Poitou-Charentes a été arrêté le 17 juin 2013 par le Préfet de région. Il ressort du SRCAE Poitou-Charentes plusieurs orientations régionales visant à atteindre des objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Le tableau suivant fait état de la compatibilité du projet avec les orientations et objectifs globaux du SRCAE :

Orientations globales du SRCAE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Efficacité et maîtrise de la consommation énergétique	Utilisation préférentielle, si la qualité des sols le permet, des déblais pour la réalisation des remblais puis dans un second temps approvisionnement auprès des carrières locales, limitant ainsi les transports de matériaux	Oui
Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre	Sécurisation d'une voirie déjà existante avec une emprise réduite à la stricte nécessité du projet limitant ainsi l'artificialisation des sols Remise en état des terrains agricoles des éventuels zones temporaires pour la phase chantier, aménagements paysagers et gestion des dépendances vertes permettant Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales Respect des normes d'émissions en vigueur des engins et équipements avec contrôle régulier et filtres à particules sur les moteurs diesels en phase travaux Préparation du bitume, de revêtement et d'étanchéité adaptée (bitume à faible taux d'émission de polluant atmosphérique, émulsion bitumeuse, traitement des fumées de soudage….)	Oui
Développement des énergies renouvelables	Non concerné	/
Prévention et réduction de la pollution atmosphérique (PRQA)	Respect des normes d'émissions en vigueur des engins et équipements avec contrôle régulier et filtres à particules sur les moteurs diesels en phase travaux Préparation du bitume, de revêtement et d'étanchéité adaptée (bitume à faible taux d'émission de polluant atmosphérique, émulsion bitumeuse, traitement des fumées de soudage….)	Oui
Adaptation au changement climatique	Non concerné	/
Recommandations pour l'information du public.	Non concerné	/

La sécurisation de la RN 10 se traduit par l'aménagement de 3 sections qui vont, de fait, entrainer des travaux et de la circulation, générateurs d'émissions atmosphériques. Ces éléments restent toutefois minimes et indépendants du fonctionnement global de la RN 10.

Les améliorations des motorisations et des systèmes épuratifs, ainsi que la mise en application des normes Euro 5 et Euro 6 associée au renouvellement du parc roulant vont faire baisser les émissions polluantes provenant des véhicules. En définitive, les émissions polluantes et les concentrations dans l'air sont maximales pour l'horizon actuel pour la plupart des polluants.

Les augmentations consécutives à la mise en place du projet ne sont pas significatives.

Le projet est donc compatible avec le SRCAE.

6.2.1. PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT – PRSE NOUVELLE AQUITAINE

Inscrit dans la continuité du premier Plan National Santé Environnement - prévu par la loi de santé publique du 9 août 2004 - et du Grenelle de l'environnement, le troisième Plan National Santé Environnement (PNSE 3) fixe les axes forts d'action du **P**lan **R**égional **S**anté **E**nvironnement de Nouvelle-Aquitaine pour la période allant de 2017 à 2021.

Ce dernier a pour fonction de définir les objectifs régionaux en matière de santé environnementale et également les actions à mettre en œuvre afin de mieux détecter, évaluer et gérer l'ensemble des risques sanitaires liés aux agents chimiques, biologiques et physiques présents dans les différents milieux de vie.

Le PRSE 3 de Nouvelle-Aquitaine prend en compte les orientations du PNSE3, en les adaptant au niveau régional, ainsi que le retour des PNSE 2 des 3 anciennes régions.

Il se décline en 21 actions déclinées en 55 mesures opérationnelles, réparties selon cinq objectifs stratégiques :

Orientations globales du PRSE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Agir sur les pesticides et les risques émergents ou qui progressent	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Promouvoir un environnement favorable à la santé et adapté aux caractéristiques des territoires	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et également limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau et les zones humides.	Oui
Améliorer la qualité de l'eau potable et l'accès à une alimentation saine et durable	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers. L'échangeur de Ligugé empiète sur le périmètre de protection éloignée de la prise d'eau en rivière de « La Varenne » dans le Clain (D.U.P. du 18 juillet 2013 –	Oui

Orientations globales du PRSE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
	commune de Saint Benoit). Cette protection éloignée n'impose pas de règles spécifiques mais une vigilance particulière vis-à-vis des risques de pollution accidentelle. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau. Les zones humides et réseau hydrographique sont évités. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales Respect des normes d'émissions en vigueur des engins et équipements avec contrôle régulier et filtres à particules sur les moteurs diesels en phase travaux Préparation du bitume, de revêtement et d'étanchéité adaptée (bitume à faible taux d'émission de polluant atmosphérique, émulsion bitumeuse, traitement des fumées de soudage….) Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	
Protéger la santé des femmes enceintes, des jeunes enfants et des jeunes	Absence de lieux sensibles dans la bande d'étude des zones de projet La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers. Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Permettre à chacun d'être acteur de sa santé.	Non concerné	/

Le projet est donc compatible avec le PRSE3.

7. ANNEXE

7.1. DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUITE A EXAMEN AU CAS PAR CAS

Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas portant, en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, sur la mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique du plan local d'urbanisme intercommunal du Grand Poitiers (86)

n°MRAe 2018DKNA205

dossier KPP-2018-6454

Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 et suivants et R.104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu les arrêtés du 12 mai 2016 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la préfète de la Vienne, reçue le 5 avril 2018, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique du plan local d'urbanisme intercommunal du Grand Poitiers ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé du 12 avril 2018 ;

Considérant que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Grand Poitiers, approuvé le 26 juin 2013, a pour but de permettre la mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10, notamment par le réaménagement de l'échangeur RN10 / RD611 qui concerne les communes de Fontaine-le-Comte, Croutelle et Ligugé ;

Considérant que le PLUi du Grand Poitiers actuellement opposable couvre les communes de Fontaine-le-Comte et Croutelle et que la commune de Ligugé dispose de son propre PLU faisant également l'objet d'une mise en compatibilité ;

Considérant que la mise en compatibilité du PLUi a pour objet de modifier l'article 2 de la zone N1 ainsi que

l'emplacement réservé n°11 du PLUi de la communauté urbaine du Grand Poitiers ;

Considérant que les éléments d'investigation fournis à l'appui du dossier ne montrent pas de sensibilité environnementale particulière ;

Considérant que, selon le dossier, des aménagements paysagers viendront compenser l'impact environnemental du projet ;

Considérant que la mise en compatibilité ne remet pas en cause les objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durables du PLUi de la communauté urbaine ;

Considérant ainsi que, au regard des données fournies par le pétitionnaire, le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal du Grand Poitiers n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1er :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal du Grand Poitiers (86) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr .

Fait à Bordeaux, le 30 mai 2018

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine
Le membre permanent délégataire

Gilles PERRON

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.
Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.